

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISSENT LE JEUDI

Matahiti 139
N° 14

TE VE'A A TE HAU'NO POLYNESIA FARANI

Mahana 5
no Eperera 1990

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

Décret n° 89-938 du 29 décembre 1989 réglementant les relations financières avec l'étranger. (Arrêté de promulgation n° 304 DRCL du 28 mars 1990).....	Pages 488
--	--------------

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 1 CSA/MARQ du 5 janvier 1990 portant désignation des représentants de l'administration au sein de la commission administrative de révision des listes électorales pour 1990-1991.....	489
Arrêté n° 271 BAC du 16 mars 1990 portant attribution d'un concours exceptionnel au profit de la ville de Papeete, au titre de la répartition des crédits de l'exercice 1990.....	490
Arrêté n° 283 SAIA du 23 mars 1990 ordonnant les enquêtes conjointes administrative préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire, concernant les travaux de réalisation d'une école (Groupement d'orientation dispersé) à Anatonu (commune de Raivavae).....	490
Arrêté n° 286 DRCL du 23 mars 1990 démettant M. Jack Roomataaroa de ses fonctions de maire délégué de Moerai (Rurutu), et de conseiller municipal.....	491
Arrêté n° 294 CAB/MIL du 26 mars 1990 portant composition et appel de la fraction de contingent 90/06.....	491

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

PRESIDENCE

Arrêté n° 325 CM du 26 mars 1990 portant octroi à nouveau d'autorisation d'exercice d'une activité aérienne à M. Gérard Duvos, au moyen d'appareils ultra-légers motorisés.....	492
Arrêté n° 328 CM du 26 mars 1990 modifiant l'arrêté n° 745 CM du 27 juillet 1988 relatif à la navigation charter.....	493
Arrêté n° 331 CM du 29 mars 1990 relatif à un examen professionnel de notaire.....	493
Arrêté n° 333 CM du 29 mars 1990 fixant le tarif des cessions de l'avion du territoire Nomad.....	494

EXTRAITS

- Arrêté n° 326 CM du 26 mars 1990 rendant exécutoire la délibération n° 1-90 de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle portant création d'une commission paritaire consultative au sein de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle. 494
- Arrêté n° 327 CM du 26 mars 1990 portant désignation des membres de la commission consultative de la navigation charter. 494
- Arrêté n° 158 PR du 28 mars 1990 autorisant le navire Tonu à desservir les îles de Tubuai, Rurutu et Rimatara du 14 mars au 21 mars 1990. 495
- Arrêté n° 166 PR du 28 mars 1990 autorisant le navire Auuranui 2 à desservir les îles de Hao, Amanu, Fangatau, Fakahina, Puka Puka, Napuka et Tepoto Nord du 1er février au 31 juillet 1990. 495
- Arrêté n° 335 CM du 29 mars 1990 accordant à la Société d'aménagement hydroélectrique polynésienne (S.A.H.P.) l'exonération des bénéfices réinvestis dans le programme agréé de traitement des déchets de la société Tamara'a Nui. 495
- Arrêté n° 336 CM du 29 mars 1990 portant modification de l'article 9 de l'arrêté n° 1220 CM du 10 novembre 1988 modifiant l'arrêté n° 668 AE du 11 avril 1984 portant agrément au code des investissements de la Polynésie française de la S.A.R.L. Compagnie maritime des îles Sous-le-Vent (C.M.I.S.L.V.) pour son projet de desserte maritime interinsulaire aux îles Sous-le-Vent. 495

VICE-PRESIDENCE, MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL
ET DU PATRIMOINE CULTUREL

EXTRAITS

- Arrêté n° 337 CM du 29 mars 1990 rendant exécutoire la délibération n° 63 du 20 juin 1989 du conseil d'administration du Centre des métiers d'art. 495

MINISTRE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENERGIE

- Arrêté n° 351 CM du 3 avril 1990 ordonnant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique de l'aménagement de l'aérodrome de Kaukura (archipel des Tuamotu), à la classe D2. 495
- Arrêté n° 352 CM du 3 avril 1990 ordonnant le dépôt et la publication des plans parcellaires de terrains nécessaires à l'aménagement de l'aérodrome de Kaukura (archipel des Tuamotu), à la classe D2. 496

EXTRAITS

- Arrêté n° 338 CM du 29 mars 1990 accordant des licences de pêche dans la zone économique de la Polynésie française à la flottille palangrière coréenne pour la campagne de pêche 1990. 498

MINISTRE DE LA SANTE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

EXTRAITS

- Arrêtés n° 1300 et n° 1301 MSE/SANTE du 26 mars 1990 fixant les résultats des examens de la période probatoire (4 mois) de la formation des élèves du cycle B et du cycle C de l'école territoriale d'infirmiers/ères (session de février 1990). 498

MINISTRE DE L'EDUCATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

EXTRAITS

- Arrêté n° 1329 MED/PEL du 28 mars 1990 complétant l'arrêté n° 988 MED/PEL du 2 mars 1990 portant organisation d'un concours externe, sur épreuves, pour le recrutement d'employés d'administration, agents contractuels de la 4e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration (surveillants de prison). 499
- Arrêté n° 1330 MED/PEL du 28 mars 1990 complétant l'arrêté n° 6144 MED/PEL du 16 octobre 1989 portant organisation d'un concours interne, sur épreuves, pour le recrutement de deux premiers surveillants (CC3), adjoints aux directeurs des maisons d'arrêt de Raiatea et des Marquises. 499
- Arrêté n° 1331 MED/PEL du 28 mars 1990 complétant l'arrêté n° 5003 MED/PEL du 30 août 1989 portant organisation d'un concours interne, sur épreuves, pour le recrutement de trois premiers surveillants, agents contractuels de la 3e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration. 499

MINISTERE DU BUDGET, DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**EXTRAITS**

- Arrêté n° 323 CM du 26 mars 1990 portant transfert de crédits au sous-chapitre 944-10 du budget du territoire, exercice 1990. 499
- Arrêté n° 324 CM du 26 mars 1990 portant virement de crédits du sous-chapitre 944-10 au sous-chapitre 944-08. 499

**MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS TERRESTRES
ET DE L'ADMINISTRATION GENERALE****EXTRAITS**

- Arrêté n° 157 PR du 27 mars 1990 portant modification de l'arrêté n° 781 PR du 22 décembre 1989 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive Central Sport. 500
- Arrêté n° 1335 MUR du 28 mars 1990 — 5e avenant à l'arrêté n° 577 IDV.AU du 23 février 1984 autorisant la réalisation d'un lotissement industriel à Vaiare par la SETIL, dans la commune de Moorea-Maiao. 500

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

- Arrêté ministériel du 12 février 1990 fixant les conditions générales d'autorisation et d'exploitation des stations terriennes de réception de programmes de télévision en vue de leur redistribution sur un réseau câblé établi en application de l'article 34 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986. (J.O.R.F. du 21 février 1990, page 2237). 500
- Circulaire ministérielle du 15 janvier 1990 relative aux investissements directs français à l'étranger et étrangers en France. (J.O.R.F. du 16 janvier 1990, page 659). 501
- Circulaire ministérielle du 15 janvier 1990 relative aux investissements directs français à l'étranger et étrangers en France (rectificatif). (J.O.R.F. du 20 janvier 1990, page 839). 504
- Avis relatif à l'organisation des examens de l'enseignement technique agricole du ministère de l'agriculture et de la forêt (session de 1990). (J.O.R.F. du 1er mars 1990, page 2596). 504

EXTRAITS

- Décret du 27 février 1990 portant nomination de conseillers du commerce extérieur de la France. (J.O.R.F. du 2 mars 1990, page 2644). 506
- Arrêté ministériel du 26 février 1990 fixant les dates des épreuves écrites du concours d'admission à l'Ecole normale supérieure de Cachan en 1990. (J.O.R.F. du 2 mars 1990, page 2634). 506
- Arrêté ministériel du 27 février 1990 portant ouverture en 1990 de deux concours interministériels de recrutement d'attachés d'administration centrale (femmes et hommes). (J.O.R.F. du 10 mars 1990, page 2968). 507

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

- Service des douanes.— Cours des changes (période du 5 au 18 avril 1990 inclus). 507
- Service des domaines et de l'enregistrement.— Avis n° 184 ENR du 26 mars 1990 portant recherche des héritiers de Mme Teroo Ieremia épouse Ellacott, décédée le 21 juillet 1976 à Bora Bora ; M. Tetoamavi a Taputea dit Toa, né le 27 juin 1906 à Maupiti ; M. Roau Tepea ; M. Tepea Tupua ; M. Teave Pahuta ou Pahoto ; M. Moeruru Pateamai ; M. Chin Koui ou Tin Kui (n° 1937) ; et M. Shan Sfan Siu (n° 1570). 507
- Enquête publique :
— M. Pascal Valentin, commune de Uturoa. 508

PARTIE NON OFFICIELLE

- Annonces diverses. 508

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

ARRETE n° 304 DRCL du 28 mars 1990 portant promulgation du décret n° 89-938 du 29 décembre 1989 réglementant les relations financières avec l'étranger.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut de la Polynésie française, notamment son article 91 ;

Le gouvernement du territoire informé,

Arrête :

Article 1er. — Est promulgué dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

— Décret n° 89-938 du 29 décembre 1989 réglementant les relations financières avec l'étranger, paru au J.O.R.F. n° 303 du 30 décembre 1989, page 16411.

Art. 2. — Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 mars 1990.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Raymond VERGNE.*

**Décret n° 89-938 du 29 décembre 1989
réglementant les relations financières avec l'étranger**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget,

Vu la loi n° 66-1008 du 28 décembre 1966 relative aux relations financières avec l'étranger ;

Vu le décret du 23 décembre 1989 chargeant le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, de l'intérim du Premier ministre,

Décète :

TITRE 1^{er}

DEFINITIONS

Art. 1^{er}. — Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1^o France :

La France métropolitaine, les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales à statut particulier de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon. La principauté de Monaco est assimilée à la France.

Les Etats dont l'institut d'émission est lié au Trésor français par une convention de compte d'opérations sont également assimilés à la France. Toutefois, pour les besoins statistiques liés à l'établissement de la balance des paiements et pour les obligations déclaratives relatives à l'importation et à l'exportation de sommes, titres ou valeurs, lesdits Etats sont considérés comme l'étranger.

2^o Etranger :

Les pays autres que ceux compris dans la France telle que définie au 1^o ci-dessus.

3^o Résidents.

Les personnes physiques ayant leur principal centre d'intérêt en France, les fonctionnaires et autres agents publics français en poste à l'étranger et les personnes morales françaises ou étrangères pour leurs établissements en France.

4^o Non-résidents.

Les personnes physiques ayant leur principal centre d'intérêt à l'étranger, les fonctionnaires et autres agents publics étrangers en poste en France et les personnes morales françaises ou étrangères pour leurs établissements à l'étranger. Les personnes physiques de nationalité française, à l'exception des fonctionnaires et autres agents publics en poste à l'étranger, acquièrent la qualité de non-résident dès leur installation à l'étranger.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DECLARATIONS STATISTIQUES REALISEES AUX FINS D'ELABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE SUIVI DE LA POSITION EXTERIEURE DE LA FRANCE

Art. 2. — Les mouvements de fonds de nature scripturale entre la France et l'étranger s'effectuent par l'entremise des établissements relevant des articles 1^{er} et 99 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, ainsi que des institutions et services énumérés à l'article 8 de ladite loi.

Art. 3. — Les mouvements de fonds entre la France et l'étranger ou en France entre résidents et non-résidents et les opérations financières réalisées directement à l'étranger, notamment les règlements et encaissements effectués à partir de comptes à l'étranger ou par compensation de créances et dettes et les échanges de devises ou d'intérêts sont l'objet de déclarations statistiques adressées mensuellement à la Banque de France, directement par les résidents concernés ou sous couvert d'un des établissements, institutions ou services visés à l'article 2. Le ministre chargé de l'économie peut dispenser certaines opérations de l'obligation de déclaration.

Les déclarations statistiques relatives aux règlements effectués par l'entremise de ces établissements, institutions ou services sont établies par ces derniers ; les résidents auteurs ou bénéficiaires de ces règlements leur communiquent les éléments d'identification statistique des opérations.

Art. 4. — Pour l'application des dispositions de l'article 3 :

1^o La Banque de France peut convenir avec tout résident des modalités de déclaration directe par celui-ci de ses opéra-

tions réalisées avec l'étranger ou en France des non-résidents qu'elles soient réalisées directement ou par l'entremise des établissements, institutions ou services visés à l'article 2 ;

2° Les entreprises ou groupes d'entreprises dont le montant des règlements avec l'étranger au titre des biens et services excède au cours d'une année civile un montant fixé par arrêté doivent déclarer directement à la Banque de France l'ensemble de leurs opérations réalisées avec l'étranger ou en France avec des non-résidents.

Art. 5. - Les résidents communiquent à la Banque de France un état mensuel des emprunts contractés directement à l'étranger et des remboursements y afférents ainsi que des emprunts en devises contractés auprès d'établissements, institutions ou services visés à l'article 2 ainsi que des remboursements y afférents lorsque l'encours total de leurs engagements excède un montant fixé par arrêté.

Art. 6. - La Banque de France peut collecter auprès des résidents les éléments statistiques nécessaires à la connaissance de la position extérieure de la France, lorsque l'encours de leurs biens et créances à l'étranger ou de leurs dettes envers l'étranger excède un montant fixé par arrêté.

TITRE III

DISPOSITIONS PROPRES AUX MOUVEMENTS PHYSIQUES DE SOMMES, TITRES OU VALEURS

Art. 7. - Les personnes physiques résidentes et non-résidentes déclarent à l'administration des douanes les sommes, titres ou valeurs qu'elles importent ou exportent pour leur propre compte ou pour celui d'autrui, lorsqu'ils sont égaux ou supérieurs à 50 000 F.

Art. 8. - Les exportations ou importations de sommes, titres ou valeurs par envois postaux effectués par des résidents autres que les établissements, institutions ou services visés à l'article 2, ou par des non-résidents séjournant en France, doivent être déclarées à l'administration des douanes lorsque la valeur de l'expédition est supérieure à un montant fixé par arrêté.

TITRE IV

ÉMISSION ET INTRODUCTION SUR LE MARCHÉ EN FRANCE DE TITRES ÉTRANGERS

Art. 9. - L'admission aux négociations d'un marché réglementé, l'émission avec ou sans appel public à l'épargne, le placement ou la vente en France des titres suivants sont libres :

1° Titres émis par des ressortissants des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, à l'exception des actions ou parts d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières émises par des ressortissants d'un Etat non membre de la Communauté économique européenne ;

2° Titres émis par les institutions de la Communauté économique européenne et des autres organisations internationales dont la France est membre ;

3° Emprunts bénéficiant de la garantie de la République française ;

4° Actions assimilables, ou de nature à se substituer à la suite de division, de regroupement, d'élévation ou de réduction de nominal à des titres qui sont déjà inscrits à une cote officielle d'une bourse de valeurs en France ou bien dont l'émission ou l'introduction sur le marché en France a été précédemment autorisée ;

Est également libre l'introduction sur le marché de titres étrangers dont l'émission en France a été précédemment autorisée.

Art. 10. - L'admission aux négociations d'un marché réglementé, l'émission avec ou sans appel public à l'épargne, le placement ou la vente en France de tous autres titres d'Etats, de collectivités publiques ou sociétés étrangers ou d'institutions internationales sont soumis à l'autorisation préalable du ministre chargé de l'économie.

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 11. - Le ministre chargé de l'économie peut déléguer les pouvoirs qui lui sont confiés par le présent texte à la

Banque de France et, pour les départements et territoires d'outre-mer, à la Caisse centrale de coopération économique.

Art. 12. - Les modalités d'application du présent décret sont précisées par arrêtés du ministre chargé de l'économie et, en tant que de besoin, du ministre chargé des départements et territoires d'outre-mer.

Art. 13. - Le décret n° 89-154 du 9 mars 1989 est abrogé, à l'exception de son article 13, et remplacé par le présent décret.

Art. 14. - Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, et le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 décembre 1989.

LIONEL JOSPIN

Par le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, pour le Premier ministre et par intérim :

*Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,
porte-parole du Gouvernement,*

LOUIS LE PENEC

*Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances et du budget,*
PIERRE BÉRÉGOVOY

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 1 CSA/MARQ. du 5 janvier 1990 portant désignation des représentants de l'administration au sein de la commission administrative de révision des listes électorales pour 1990-1991.

Le chef de la subdivision administrative des îles Marquises,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française promulguée dans le territoire par arrêté n° 2643 AA du 8 septembre 1984 ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française, promulguée dans le territoire par arrêté n° 368 AA du 25 janvier 1978 ;

Vu le code électoral et notamment son article L-17 ;

Vu l'arrêté n° 1390-8 BCO du 30 novembre 1987 portant délégation de signature à M. Serge Richard, chef de la subdivision administrative des îles Marquises ;

Vu les arrêtés n° 2 MARQ. et 3 MARQ. du 30 septembre 1988 portant désignation des représentants de l'administration au sein de la commission administrative de révision des listes électorales pour 1988-1989,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions des arrêtés n° 2 MARQ. et n° 3 MARQ. du 30 septembre 1988, portant désignation des représentants de l'administration au sein de la commission administrative de révision des listes électorales pour 1988-1989, sont

reconduites pour 1990 et 1991, les représentants de l'administration sont inchangés.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 5 janvier 1990.
Serge RICHARD.

ARRETE n° 271 BAC du 16 mars 1990 portant attribution d'un concours exceptionnel au profit de la ville de Papeete, au titre de la répartition des crédits de l'exercice 1990.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
président du comité de gestion
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972 relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le Fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979 ;

Vu la décision prise par le comité de gestion du F.I.P. lors de ses réunions d'orientation du 24 novembre 1989 et de répartition du 9 mars 1990,

Arrête :

Article 1er.— Par imputation sur les crédits de fonctionnement mis en répartition au titre de l'exercice 1990, il est versé à la commune de Papeete un concours exceptionnel de 50 millions de francs CFP, destiné à participer au financement des manifestations organisées pour la commémoration du centenaire de Papeete.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, le receveur municipal des îles du Vent, le chef du bureau des affaires communales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mars 1990.

Jean MONTPEZAT.

ARRETE n° 283 S.A.I.A. du 23 mars 1990 ordonnant les enquêtes conjointes, administrative, préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire, concernant les travaux de réalisation d'une école (groupement d'orientation dispersé) à Anatonu (commune de Raivavae).

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant notamment application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le décret du 6 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu le décret du 25 juin 1934 relatif aux transferts des propriétés immobilières dans les Etablissements français de l'Océanie et rendu exécutoire par décision n° 614 C du 21 août 1934 ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme rendue exécutoire par arrêté n° 986 AA du 26 avril 1961 et notamment son titre II, chapitre V (articles 58 à 66), ainsi que les textes modificatifs subséquents ;

Vu les délibérations municipales n° 20/88 RV du 25 mai 1988 et n° 34/87 du 20 novembre 1987 ;

Vu le projet des travaux précités ;

Vu l'état parcellaire et le plan parcellaire indiquant le nom du propriétaire et la superficie du terrain visé, tels qu'ils ont été relevés aux documents fonciers et cadastraux ;

Vu les pièces du dossier,

Arrête :

Article 1er.— Il sera procédé, conformément aux titres I et II du décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique en Polynésie française, à deux enquêtes, conjointes l'une administrative préalable à la déclaration d'utilité publique, l'autre parcellaire, au sujet des travaux de construction d'une école (groupement d'orientation dispersé) à Anatonu (commune de Raivavae).

Art. 2.— En conséquence, deux dossiers, l'un comprenant le plan du projet, l'autre le plan parcellaire avec indication de la

superficie atteinte et le nom des propriétaires, resteront déposés à la mairie de Raivavae, pendant dix jours consécutifs, du 5 juin 1990 au 15 juin 1990 inclusivement, où chacun pourra prendre connaissance aux heures et jours ouvrables, et produire, s'il y a lieu, ses observations, tant sur le principe du projet que sur le plan parcellaire.

Art. 3.— Un avertissement annonçant ces dépôts sera tout d'abord, avant le 5 juin 1990 date fixée pour l'ouverture de ces enquêtes, publié par voie d'affiche à la porte de la mairie de Raivavae. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat du maire. Le présent arrêté sera en outre, avant la même date, inséré au *Journal officiel* de la Polynésie française et dans les journaux quotidiens de langue française paraissant dans le territoire. Il sera également diffusé sur les antennes de R.F.O. Tahiti. Notification individuelle préalable de dépôt sera également faite aux propriétaires concernés, conformément aux dispositions de l'article 7 du décret du 5 novembre 1936.

Art. 4.— Sont désignés en qualité de :

- *Commissaire enquêteur titulaire* :
M. Teana Tevataua, instituteur, retraité, demeurant à Vaiuru ;
- *Commissaire enquêteur suppléant* :
M. Mahai Tevehana, pasteur, retraité, demeurant à Raivavae.

Art. 5.— Le commissaire enquêteur à l'expiration du délai de dix jours, ci-dessus fixé, c'est-à-dire du 18 juin 1990 au 20 juin 1990 recevra dans les bureaux de la mairie de Raivavae, pendant trois jours durant les jours et heures ouvrables, les déclarations des habitants et intéressés sur l'utilité publique des travaux projetés. Les intéressés pourront consigner directement leurs observations sur le registre ouvert spécialement à cet effet ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur qui les visera et les annexera audit registre.

Art. 6.— Lorsque les délais précités seront expirés, le commissaire enquêteur procédera à la clôture du registre d'enquête sous sa signature rédigera son rapport, et transmettra toutes les pièces à Monsieur le chef de subdivision administrative des îles Australes, avec son avis motivé.

Toutes les personnes qui en feront la demande par écrit à Monsieur le maire de la commune de Raivavae pourront recevoir copie dudit rapport.

Art. 7.— Parallèlement, du 2 mai 1990 au 12 mai 1990 inclus, le maire de la commune de Raivavae consignera sur un registre, qu'il ouvrira à cet effet, les déclarations et réclamations qui lui auront été faites sur le plan parcellaire, et que les parties qui comparaitront, seront requises de signer. Il y annexera celles qui lui seront transmises par écrit ; il y mentionnera les déclarations de domicile faites par les propriétaires et par les autres intéressés.

Art. 8.— Ce dernier registre sera clos le 12 mai 1990 et signé par le maire de Raivavae. Celui-ci le transmettra au conseil municipal avec les pièces de l'enquête.

Le conseil municipal donnera son avis qui sera joint au dossier de l'enquête. Le maire adressera le tout à Monsieur le chef de la subdivision administrative des îles Australes qui le transmettra à Monsieur le haut-commissaire avec ses observations.

Art. 9.— Monsieur le chef de la subdivision administrative des îles Australes, Monsieur le maire de la commune de Raivavae sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 23 mars 1990.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Raymond VERGNE.*

ARRETE n° 286 DRCL du 23 mars 1990 démettant M. Jack Roomataaroa de ses fonctions de maire-délégué de Moeraï (Rurutu), et de conseiller municipal.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut de la Polynésie française ;

Vu le code électoral, en particulier les articles L 231, L 236, L 249, L 250 ;

Vu la décision du conseil des ministres, nommant M. Jack Roomataaroa, maire-délégué de Moeraï (Rurutu), administrateur territorial des îles Australes ;

Vu la publication de cette décision au *Journal officiel* de la Polynésie française, en date du 8 février 1990 ;

Vu la demande formulée par le haut-commissaire le 7 février 1990 demandant M. Jack Roomataaroa de démissionner de ses fonctions électives,

Arrête :

Article 1er.— Compte-tenu de la nature des fonctions conférées par le conseil des ministres à M. Jack Roomataaroa, celui-ci est démis de ses fonctions de maire-délégué de Moeraï (Rurutu), et de conseiller municipal.

Art. 2.— Cette décision prend effet à compter de sa notification sauf réclamation dans un délai de 10 jours devant le tribunal administratif et recours devant le Conseil d'Etat.

Art. 3.— Le chef de la subdivision des îles Australes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 mars 1990.

Jean MONTPEZAT.

ARRETE n° 294 CAB/MIL du 26 mars 1990 portant composition et appel de la fraction de contingent 90/06.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut de la Polynésie française ;

Vu le code du service national ;

Sur la proposition du vice-amiral, commandant supérieur des forces armées en Polynésie française, commandant des forces maritimes et commandant de la zone maritime du Pacifique,

Arrête :

Article 1er.— La fraction de contingent 90/06 comprendra les jeunes gens reconnus aptes au service national :

- dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 12 mai 1990 ;
- volontaires pour être appelés le 12 mai 1990 et qui à cet effet ont, avant le 12 mars 1990, déposé une demande d'appel avancé ou fait parvenir leur résiliation de report d'incorporation au Centre du service national ;
- dont les reports d'incorporation L5 arriveront à échéance avant le 12 mai 1990 ;

— non titulaires d'un report d'incorporation, nés entre le 1er février 1970 et le 15 mai 1970 ces dates incluses.

Art. 2.— Les jeunes gens destinés aux armées de terre, de mer et de l'air seront incorporés à partir du 14 mai 1990, leurs services prenant effet à compter du 12 mai 1990. Les aptes d'office seront convoqués le 14 mai 1990.

Art. 3.— Les jeunes gens dont la candidature pour servir au titre de l'aide technique a été agréée, seront incorporés à compter du 1er juin 1990. Le point de départ de leurs services est fixé au 1er juin 1990.

Art. 4.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 1990.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

Le directeur de cabinet,
Dominique LACROIX.

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 325 CM du 26 mars 1990 portant octroi à nouveau d'autorisation d'exercice d'une activité aérienne à M. Gérard Duvos, au moyen d'appareils ultra-légers motorisés.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 34 PR du 30 janvier 1990 relatif à l'exercice des attributions du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, du tourisme et des sports ;

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu la demande de M. Gérard Duvos ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 mars 1990,

Arrête :

Article 1er.— M. Gérard Duvos est autorisé à effectuer au moyen d'appareils ultra-légers motorisés des vols circulaires avec transport de passagers dans le territoire de la Polynésie française.

Art. 2.— Les conditions techniques dans lesquelles cette activité pourra être exercée sont définies par décision séparée des services compétents.

Ces dispositions ne préjugent pas les restrictions d'utilisation susceptibles d'être apportées, soit dans l'intérêt de la circulation aérienne ou de la navigation maritime, soit pour des motifs de sécurité publique et de protection de l'environnement.

Art. 3.— M. Gérard Duvos devra souscrire une assurance responsabilité civile vis-à-vis des passagers transportés et des tiers à la surface.

Art. 4.— La présente autorisation est valable jusqu'au 31 mai 1990.

Elle est renouvelée par période trimestrielle.

Cette autorisation ne restera valable qu'autant que les conditions ayant présidé à sa délivrance seront respectées.

Art. 5.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 1990.
Alexandre LEONTIEFF.

ARRETE n° 328 CM du 26 mars 1990 modifiant l'arrêté n° 745 CM du 27 juillet 1988 relatif à la navigation charter.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, du tourisme et des sports ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 34 PR du 30 janvier 1990 relatif à l'exercice des attributions du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, du tourisme et des sports ;

Vu la délibération n° 88-90 AT du 27 juin 1988 relative à la réglementation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 745 CM du 27 juillet 1988 relatif à la navigation charter ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 mars 1990,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté susvisé du 27 juillet 1988 relatif à la navigation charter est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 1er.— Composition

- le ministre chargé du tourisme, *président*
- le ministre chargé de la mer, *vice-président*
- le chef du service de la navigation et des affaires maritimes ou son représentant, *rapporteur*
- le chef du service territorial du tourisme, ou son représentant, *corapporteur*
- le chef du service des douanes ou son représentant, *membre*
- le chef du service de la police de l'air et des frontières ou son représentant, *membre*
- le directeur de l'O.P.A.T.T.I., ou son représentant, *membre*

- le président du Syndicat des agences de voyage de la Polynésie française, ou son représentant, *membre*
- cinq représentants des professionnels locaux de la navigation charter (charter hôtelier, pêche sportive, moteur yacht, location sans skipper, bateau sans équipage), *membres*
- un représentant de la gendarmerie maritime, *membre*
- trois membres cooptés par la commission en raison de leurs connaissances en matière de navigation charter, *membres"*.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 1990.
Alexandre LEONTIEFF.

ARRETE n° 331 CM du 29 mars 1990 relatif à un examen professionnel de notaire.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'urbanisme et du logement, des transports terrestres et de l'administration générale ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française et notamment son article 24 ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu le décret n° 57-1002 du 12 septembre 1957 déterminant le statut du notariat en Polynésie française dans sa teneur au jour de l'ouverture de la vacance de l'étude de Me Andrée Dubouch ;

Vu l'arrêté n° 1573 J du 3 avril 1975 déterminant les conditions et le programme de l'examen professionnel de notaire ;

Vu l'arrêté n° 1077 CM du 6 octobre 1988 constatant la cessation de fonctions d'un notaire, la vacance de la charge et désignant un intérimaire ;

Vu la lettre n° 1891 MUR du 27 novembre 1989 du ministre de l'urbanisme et du logement, des transports terrestres et de l'administration générale ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 mars 1990,

Arrête :

Article 1er.— La date de l'épreuve orale de l'examen professionnel imposé par la commission prévue par l'article 77 du décret n° 57-1002 à Mme Dominique, Jacqueline Dubouch épouse Guichenu, MM. Michel Guichenu et Patrick Revault,

candidats à la succession de Me Andrée Dubouch est fixée au mardi 10 avril 1990.

Les candidats seront informés de cette date au moins huit jours à l'avance.

L'épreuve orale, qui se déroulera au palais de justice de Papeete, portera sur l'ensemble des connaissances juridiques nécessaires à l'exercice du notariat.

L'épreuve écrite a eu lieu le 10 mai 1989 au palais de justice de Papeete.

Art. 2.— La commission prévue par l'article 77 du décret précité est ainsi composée :

président :

- M. Henri de Labrusse, premier président de la cour d'appel, et en cas d'absence de M. Patrick Michaux, premier président par intérim,

membres :

- M. Paul Marchaud, procureur général près la cour d'appel, chef du service judiciaire ;
- M. Marcel Bihl, conseiller à la cour d'appel, rapporteur ;
- Me Jean Solari, notaire à Papeete ;
- M. Yvonnec Allain, chef du service de l'enregistrement.

Art. 3.— Les conditions et le programme de l'examen professionnel sont fixés par l'arrêté n° 1573 J du 3 avril 1975, publié au *Journal officiel de la Polynésie française* du 15 avril 1975.

Art. 4.— Le ministre de l'urbanisme et du logement, des transports terrestres et de l'administration générale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel de la Polynésie française*.

Fait à Papeete, le 29 mars 1990.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de l'urbanisme et du logement,
des transports terrestres
et de l'administration générale,
François NANAI.*

ARRETE n° 333 CM du 29 mars 1990 fixant le tarif des cessions de l'avion du territoire Nomad.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 34 PR du 30 janvier 1990 relatif à l'exercice des attributions du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, du tourisme et des sports ;

Vu la délibération n° 89-146 AT du 23 décembre 1989 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1990 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 mars 1990,

Arrête :

Article 1er.— Les prestations de service rendues par l'avion du territoire Nomad font l'objet de cessions par application du tarif fixé à l'article 2 ci-dessous.

Art. 2.— Le tarif de cession prévu à l'article 1er ci-dessus est égal à *quatre-vingt dix neuf mille franc CP* (99.000 FCP) par heure de vol.

Art. 3.— Seuls les organismes administratifs et para-administratifs du territoire et de l'Etat pourront bénéficier de la possibilité d'utiliser le Nomad pour leurs missions, notamment la direction de la santé publique (évacuations sanitaires) et le service de l'urbanisme (photographies aériennes) pour lesquels des équipements spécifiques ont été adaptés à l'avion.

Art. 4.— Les recettes provenant des cessions seront versées au budget du territoire et prises en compte au sous-chapitre 965-01, article 700-13.

Art. 5.— Est abrogé l'arrêté n° 458 CM du 3 mai 1985.

Art. 6.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel de la Polynésie française* et sera applicable à compter du 1er avril 1990.

Fait à Papeete, le 29 mars 1990.

Alexandre LEONTIEFF.

Par arrêté n° 326 CM du 26 mars 1990.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-90 de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle portant création d'une commission paritaire consultative au sein de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle.

L'arrêté n° 1453 CM du 28 décembre 1989 rendant exécutoire la délibération n° 6-89 de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle est abrogé.

Par arrêté n° 327 CM du 26 mars 1990.— Les personnes suivantes sont désignées pour deux ans en qualité de membres de la commission consultative de la navigation charter :

Représentants du Syndicat des agences de voyage de la Polynésie française :

Membre titulaire : M. Laurent Bessou, directeur de l'agence Tahiti-Nui Travel, B.P. 718, Papeete ;

Membre suppléant : M. Ueva Salmon, directeur du Rêve Tahitien Travel, 26, avenue Prince-Hinoui, Papeete.

Représentants des professionnels locaux de la navigation charter :

- Membre titulaire** : Mme Claudine Goche, B.P. 251, Uturoa Raiatea ;
- Membre suppléant** : M. Sane Richmond, B.P. 9364, Motu Uta ;
- Membre titulaire** : M. Henri Valin, S.A.R.L. "The Moorings", B.P. 165, Uturoa - Raiatea ;
- Membre suppléant** : M. Pierre English, B.P. 271, Vaitape (Bora Bora) ;
- Membre titulaire** : Mme Isabelle Balland, Tahiti Yachting, B.P. 363, Papeete ;
- Membre suppléant** : M. Michel Alcon, Tahiti Yachting, B.P. 363, Papeete ;
- Membre titulaire** : M. John Gournac, B.P. 8510 - Faaa, Puurai ;
- Membre suppléant** : M. Albert Aline, B.P. 628, Papeete ;
- Membre titulaire** : M. Teiki Pambrun, G.I.E. Mer et loisirs, B.P. 3488, Papeete ;
- Membre suppléant** : M. Yann Souchon, G.I.E. Mer et loisirs, B.P. 3488, Papeete.

Membres cooptés par la commission :

- M. André Bride, Tahiti Yachting, B.P. 4596, Papeete ;
- M. Philippe Robin, Marina Iiti, B.P. 158, Uturoa - Raiatea ;
- M. Thierry Frachon, société Moorea Sea & Sun Cruises, B.P. 160, Moorea.

Le présent arrêté est applicable à compter de la date d'application de l'arrêté modifiant l'arrêté n° 745 CM du 27 juillet 1988 relatif à la navigation charter.

Par arrêté n° 158 PR du 28 mars 1990. — A titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions de son cahier des charges, le navire Tonu est autorisé à desservir les îles de Tubuai, Rurutu et Rimatara du 14 au 21 mars 1990.

Par arrêté n° 166 PR du 28 mars 1990. — A titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions de son cahier des charges, le navire Auranui 2 est autorisé à desservir du 1er février au 31 juillet 1990 :

- Hao et Amanu des Tuamotu du Centre ;
- Fangatau, Fakahina, Puka Puka, Napuka et Tepoto Nord des Tuamotu Nord-Est.

Par arrêté n° 335 CM du 29 mars 1990. — Conformément à l'article 5 de la délibération n° 89-39 AT du 26 mai 1989 instituant un régime fiscal particulier applicable aux entreprises de traitement des déchets, l'affranchissement de l'impôt sur les bénéfices des sociétés est accordé à la "Société d'aménagement hydroélectrique polynésienne" (S.A.H.P.) pour la part de ses bénéfices ayant participé aux souscriptions en capital de la société "Tamara'a Nui", entreprise agréée pour le traitement des déchets.

La société "S.A.H.P." bénéficiera de l'exonération de l'impôt sur les sociétés au titre des exercices 1988, 1989 et 1990 à due concurrence du montant des investissements réalisés.

Les bénéfices réinvestis et exonérés doivent être maintenus dans l'entreprise agréée jusqu'au terme de l'agrément.

Dans le cas contraire, les bénéfices exonérés sont rapportés, en vue de leur imposition, aux résultats de l'exercice en cause.

Les bénéfices ainsi réincorporés pourront être majorés à concurrence de 10 % par année de taxation différée.

Par arrêté n° 336 CM du 29 mars 1990. — L'article 9 de l'arrêté n° 1220 CM du 10 novembre 1988 modifiant l'arrêté n° 668 AE du 11 avril 1984 portant agrément au code des investissements de la Polynésie française de la S.A.R.L. "Compagnie maritime des îles Sous-le-Vent" (C.M.I.S.L.V.) pour son projet de desserte maritime interinsulaire aux îles Sous-le-Vent est modifié comme suit :

"L'exécution du présent arrêté est subordonnée à la passation d'une convention d'aide à l'investissement liant l'investisseur au territoire de la Polynésie française."

**VICE-PRESIDENCE, MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL
ET DU PATRIMOINE CULTUREL**

Par arrêté n° 337 CM du 29 mars 1990. — Est rendue exécutoire la délibération n° 63 du 20 juin 1989 du conseil d'administration du Centre des métiers d'art portant approbation du budget 1989 de l'établissement arrêté tant en recettes qu'en dépenses à la somme de 68.625.300 francs CP (soixante-huit millions six cent vingt-cinq mille trois cents francs CP).

**MINISTRE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT
ET DE L'ENERGIE**

ARRETE n° 351 CM du 3 avril 1990 ordonnant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique de l'aménagement de l'aérodrome de Kaukura (archipel des Tuamotu), à la classe D2.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement du territoire ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 relatif à la réglementation de l'expropriation pour cause d'utilité publique en Polynésie française et notamment ses articles 42 et 46, alinéa 8 ;

Vu la délibération n° 89-30 AT du 20 avril 1989 fixant les règles applicables aux mesures administratives relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la délibération n° 89-94 AT du 26 juin 1989 portant modification de certaines dispositions de la délibération n° 89-30 AT du 20 avril 1989 fixant les règles applicables aux mesures administratives relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu l'arrêté n° 223 CM du 16 février 1990 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-41 AT du 8 mars 1990 ordonnant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique de l'aménagement de l'aérodrome de Kaukura (archipel des Tuamotu) à la classe D2 et ordonnant le dépôt et la publication des plans parcellaires des terrains nécessaires à l'extension de cet aérodrome ;

Vu l'approbation de l'avant-projet sommaire de l'aérodrome de Kaukura (archipel des Tuamotu) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 21 mars 1990,

Arrête :

Article 1er. — Il sera procédé, conformément aux dispositions de l'article 3 du décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique en Polynésie française, et à la délibération n° 89-30 AT du 20 avril 1989, modifiée par délibération n° 89-94 AT du 26 juin 1989, à une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique de l'aménagement de l'aérodrome de Kaukura (archipel des Tuamotu) à la classe D2.

Art. 2. — M. Lambert Sandou est désigné en qualité de commissaire enquêteur.

Art. 3. — L'enquête sera ouverte le 11 avril 1990 au bureau de la mairie de Kaukura. Trois jours au moins avant cette date, un avertissement annonçant l'ouverture de l'enquête et le dépôt du dossier sera publié par extrait dans les journaux locaux, affiché à la porte de la mairie et dans les principaux endroits de la commune. Il devra être en outre, avant la même date, inséré au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Il sera également diffusé sur les antennes de R.F.O.-Tahiti.

Il sera justifié de l'accomplissement de ces formalités par un certificat du maire. Ce certificat sera joint au dossier de l'enquête.

Art. 4. — Le dossier du projet sera déposé au bureau de la mairie et à la circonscription territoriale des Tuamotu-Gambier du 11 avril 1990 au 29 mai 1990 inclusivement.

Toute personne pourra en prendre connaissance sur place aux heures et jours ouvrables, et produire, s'il y a lieu, ses observations.

Art. 5. — A l'expiration de ce délai, le commissaire enquêteur recevra au bureau de la mairie de Kaukura pendant cinq jours

pleins du 30 mai 1990 au 5 juin 1990 inclusivement, aux jours et heures ouvrables, les déclarations des habitants et intéressés sur l'utilité publique des travaux projetés.

Les intéressés pourront consigner directement leurs observations sur un registre ad hoc ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur qui les visera et les annexera audit registre.

Art. 6. — Lorsque les délais précités seront expirés, le commissaire enquêteur procédera à la clôture du registre d'enquête sous sa signature et communiquera avec son avis motivé toutes les pièces du dossier à M. le Président du gouvernement de la Polynésie française (aviation civile).

Art. 7. — Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 avril 1990.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :
*Le ministre de la mer, de l'équipement
et de l'énergie,*
Boris LEONTIEFF.

ARRETE n° 352 CM du 3 avril 1990 ordonnant le dépôt et la publication des plans parcellaires des terrains nécessaires à l'aménagement de l'aérodrome de Kaukura (archipel des Tuamotu), à la classe D2.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement du territoire ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 relatif à la réglementation de l'expropriation pour cause d'utilité publique en Polynésie française et notamment ses articles 42 et 46, alinéa 8 ;

Vu la délibération n° 89-30 AT du 20 avril 1989 fixant les règles applicables aux mesures administratives relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la délibération n° 89-94 AT du 26 juin 1989 portant modification de certaines dispositions de la délibération n° 89-30 AT du 20 avril 1989 fixant les règles applicables aux mesures administratives relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu l'arrêté n° 223 CM du 16 février 1990 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-41 AT du 8 mars 1990 ordonnant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique de l'aménagement de l'aérodrome de Kaukura (archipel des Tuamotu) à la classe D2 et ordonnant le dépôt et la publication des plans parcellaires des terrains nécessaires à l'extension de cet aérodrome ;

Vu l'approbation de l'avant-projet sommaire de l'aérodrome de Kaukura (archipel des Tuamotu) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 21 mars 1990,

Arrête :

Article 1er. — Il sera procédé, conformément aux dispositions du titre II du décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique en Polynésie française, et à la délibération n° 89-30 AT du 20 avril 1989, modifiée par délibération n° 89-94 AT du 26 juin 1989, à une enquête parcellaire pour l'aménagement de l'aérodrome de Kaukura (archipel des Tuamotu) à la classe D2.

Art. 2. — Conformément à l'article 5 du décret du 5 novembre 1936 et à la délibération n° 89-30 AT du 20 avril 1989, modifiée par délibération n° 89-94 AT du 26 juin 1989 susvisées, les plans parcellaires ainsi que l'état indiquant les noms des propriétaires et les superficies nécessaires resteront déposés dans les bureaux de la mairie de Kaukura pendant un mois du 11 avril 1990 au 10 mai 1990 inclusivement et à la circonscription territoriale des Tuamotu-Gambier, où chacun pourra en prendre connaissance, aux jours et heures ouvrables, et produire, s'il y a lieu, ses observations.

Art. 3. — Préalablement et conformément à l'article 3 de la délibération du 20 avril 1989, un avertissement annonçant ce dépôt sera affiché dans les bureaux de la mairie de Kaukura et aux endroits les plus fréquentés de l'île au moins trois jours avant la date d'ouverture de l'enquête. Il sera également diffusé sur les antennes de R.F.O.-Tahiti.

Le présent arrêté, servant également d'avertissement, sera inséré au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Notification individuelle et préalable du dépôt des plans sera également faite aux propriétaires.

Art. 4. — Conformément aux articles 3, 7 et 8 de la délibération du 20 avril 1989, le maire de Kaukura et le chef de la circonscription territoriale des Tuamotu-Gambier certifieront l'apposition des affiches et le dépôt des plans, consigneront sur un registre qu'ils ouvriront à cet effet les déclarations et réclamations qui leur auront été faites verbalement et que les parties qui comparaitront, seront tenues de signer, y annexeront les déclarations d'élection de domicile faites par les propriétaires intéressés.

Art. 5. — A l'expiration du délai de un mois ci-dessus fixé, c'est-à-dire dès le 10 mai 1990, les registres seront clos, signés par le maire de Kaukura et le chef de la circonscription territoriale des Tuamotu-Gambier, chacun en ce qui le concerne, puis soumis,

accompagnés d'un procès-verbal et de toutes les pièces de l'enquête, au président de la commission mentionnée à l'article suivant.

Art. 6. — Sont désignés pour faire partie de la commission prévue par l'article 9 du décret susvisé :

— M. Sandou Lambert,	<i>Président</i>
— M. le maire de Kaukura ou son représentant,	<i>Membre</i>
— M. Vairau Otare,	<i>Membre</i>
— M. Viriamu Totini,	<i>Membre</i>
— M. Fauura Tepiricoatea,	<i>Membre</i>
— M. Tauratea Rino,	<i>Membre</i>
— M. Boschat Michel, ingénieur T.P.E.	<i>Membre</i>

Remplaçants : — MM. Richmond Rura, Clark François.

La commission se réunira aux bureaux de la mairie de Kaukura. M. Sandou, assisté éventuellement d'autres membres de la commission, recevra à la mairie pendant trente jours, du 11 mai 1990 au 11 juin 1990 inclusivement, durant les jours et heures ouvrables, les observations des propriétaires.

La commission les appellera toutes les fois qu'elle jugera convenable.

Elle donnera son avis tant sur les observations et réclamations consignées aux registres que sur celles qui lui seront adressées directement.

Ces opérations devront être terminées dans le délai de 10 jours à compter de la clôture de l'enquête, c'est-à-dire le 19 juin 1990, et un procès-verbal en sera dressé.

Art. 7. — Si la commission propose quelques changements au projet, avis sera donné immédiatement aux propriétaires que ces changements pourraient intéresser, conformément aux articles 6, 7 et 11 du décret du 5 novembre 1936.

Pendant un nouveau délai de un mois à compter de cet avertissement, le procès-verbal et les pièces de l'enquête resteront déposés aux bureaux de la mairie de Kaukura et les parties intéressées pourront en prendre communication et fournir leurs observations écrites.

Art. 8. — Dans les trois jours suivants, le président de la commission transmettra toutes les pièces de l'enquête à M. le Président du gouvernement de la Polynésie française (direction de l'aviation civile).

Art. 9. — Dans l'hypothèse où le territoire déciderait de poursuivre l'expropriation, les acquisitions immobilières devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de ce jour.

Art. 10. — Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 avril 1990.
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :
*Le ministre de la mer, de l'équipement
et de l'énergie,*
Boris LEONTIEFF.

Par arrêté n° 338 CM du 29 mars 1990.— En application des articles 1er et 2e (1er alinéa) de la délibération de l'assemblée territoriale n° 79-84 du 9 août 1979 relative à l'exercice de la pêche maritime dans la zone économique exclusive de la Polynésie française, soixante-douze licences de pêche sont accordées à la flotte thonière coréenne aux fins de pêcher à la longue ligne dans la zone économique de la Polynésie française pour la période d'application de l'accord de pêche du 10 janvier 1990 s'étendant du 20 janvier 1990 au 19 janvier 1991 :

1. Kwang Myong	N° 32	40. Oryong	N° 63
2. Kwang Myong	N° 33	41. Oryong	N° 87
3. Kwang Myong	N° 53	42. Oryong	N° 88
4. Kwang Myong	N° 56	43. Oryong	N° 91
5. Kwang Myong	N° 57	44. Oryong	N° 93
6. Kwang Myong	N° 58	45. Oryong	N° 95
7. Kwang Myong	N° 61	46. Oryong	N° 311
8. Kwang Myong	N° 66	47. Eun Ha	N° 1
9. Koram	N° 1	48. Eun Ha	N° 5
10. Korbee	N° 1	49. Oyang	N° 105
11. Korbee	N° 3	50. Oyang	N° 301
12. Korbee	N° 6	51. Oyang	N° 302
13. Kyung Yang	N° 5	52. Oyang	N° 303
14. Oryong	N° 315	53. Oyang	N° 107
15. Acacia	N° 3	54. Ihn Sung	N° 305
16. Acacia	N° 33	55. Ihn Sung	N° 316
17. Chung Yong	N° 8	56. Heung Yong	N° 11
18. Chung Yong	N° 21	57. Heung Yong	N° 15
19. Dong Won	N° 318	58. Heung Yong	N° 17
20. Victoria	N° 103	59. Han Gil	N° 1
21. Feliz	N° 103	60. Han Gil	N° 12
22. Haeng Bok	N° 106	61. Cheog Yang	N° 81
23. Haeng Bok	N° 303	62. Cheog Yang	N° 301
24. Haeng Bok	N° 315	63. Cheog Yang	N° 601
25. Haeng Bok	N° 316	64. Tae Woong	N° 502
26. Haeng Bok	N° 501	65. Tae Woong	N° 503
27. Dong Won	N° 301	66. Tae Chang	N° 73
28. Dong Won	N° 303	67. Tae Chang	N° 75
29. Dong Won	N° 802	68. Tae Chang	N° 77
30. Dong Won	N° 803	69. Tae Chang	N° 79
31. Dong Won	N° 603	70. Poong San	N° 27
32. Dong Won	N° 617	71. Han Doo	N° 601
33. Dong Won	N° 121	72. Han Sung	N° 36
34. Dong Heui	N° 1	73. Corona	N° 1
35. Dong Heui	N° 17	74. Corona	N° 3
36. Dong Heui	N° 21	75. Oyang	N° 306
37. Dong Heui	N° 33	76. Marsur	N° 1
38. Bonglim	N° 301	77. Marsur	N° 2
39. Oryong	N° 53		

Le non-respect par les navires coréens des dispositions de l'échange de lettres du 10 janvier 1990 sera sanctionné par un retrait de licence.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Par arrêté n° 1300 MSE/SANTÉ du 26 mars 1990.— Sont admis à l'examen de la période probatoire de quatre (4) mois commune aux différentes options de la formation du cycle B organisé au mois de février 1990, les élèves de ladite formation de l'école territoriale d'infirmiers (ières) classés ci-après. Ils sont autorisés à poursuivre leur formation dans chacune des options suivantes.

A.- Formation d'adjoint(e)s de soins polyvalent(e)s

Siou Kelly (boursier), Tainaue Marie-Madeleine épouse Kaimuko (promotion professionnelle), Lenoir Emma épouse Tuia (boursière), Noble Roselyne épouse Pomier (boursière), Reneteaud Maurice Tereva (boursier), Roomataaroa Nani (boursière), Colombani Whilhelmina Vaite (boursière), Shan Phang Jean (boursier), Aroquiamé Pucéa (boursière), Ly Raymonde (boursière), Mervin Thérèse (boursière), Tiatoua Sylvana (boursière), Manohoragi Pascaline Maeva (boursière), Mariteragy Tony (boursier), Rangimakea Mataae (boursier), Mariassouce Olivette Mere (boursière), Faoa Vaitiare (boursier), Smith Louise (boursière), Magliano Pascale (boursière), Lenoir Titaua (boursière), Marii Véronique (boursière), Terc Gerda (boursière) Gamblin Joëlle (boursière, sous réserve validation de stage).

B.- Formation d'adjoints techniques de santé

- Option "inspecteur adjoint d'hygiène" :

Arai Jeanne Maire épouse Martin (boursière), Godard Viniura (boursier), Bopp Du Pont Paul (boursier), Pihataric Patrick (promotion professionnelle), Bopp Du Pont Roy (boursier), Tuheiaava Arai (boursier), Itchner Serge (promotion professionnelle).

- Option "aide-préparateur en pharmacie" :

Ioane Putu (boursier), Chin Loy Lorraine (boursière), Licou Thilda (boursière), Richmond Valérie (boursière), Mahagatira Bernadine (boursière).

- Option "aide-laborantin" :

Ip Lee Hoi Joël (boursier), Pea Tamaterai (boursier).

Les élèves n'ayant pas obtenu la moyenne requise et après délibération du jury de l'examen sont déclarés exclus de la formation du cycle B de l'école territoriale d'infirmiers/ières à compter du 1er mars 1990. Il s'agit de :

Taumihau Claudine épouse Ah Min (boursière), Mose Florine (boursière), Vanaa Laverna (boursière).

Par arrêté n° 1301 MSE/SANTÉ du 26 mars 1990.— Sont admis à l'examen de la période probatoire de quatre (4) mois organisé au mois de février 1990, les élèves classés ci-après de la formation du cycle C de l'école territoriale d'infirmiers/ières. Ils sont autorisés à poursuivre ladite formation d'aide-soignant(e) polyvalent(e).

Paro Lorna (boursière), Jackson Ludwiane (boursière), Labbey Rosemonde épouse Frogier (promotion professionnelle), Faatoa Roseline épouse Nauta (boursière), Deane Henriette (boursière), Maihiti Ilanda (boursière), Faana Philomène épouse Richmond (boursière), Heimata Diana épouse Yuen Chi Poi (boursière), Utia Marguerite (boursière), Ahiefitu Mélanie (boursière), Ebbs Yolande épouse Teupoohuitua (boursière), Temanaha Moo Mahana (boursière), Tepehu Murielle (boursière), Tamaku Cécile (boursière), Tauhiro Anita (boursière), Neuffer Valérie (boursière), Atani Roma Sylva (promotion professionnelle), Tapare Vaiata (boursière), Estall Rauana (boursière).

Est acceptée la démission de Melle Pietri Heiata, élève boursière (cycle C) à compter du 15 janvier 1990.

MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Par arrêté n° 1329 MED/PEL du 28 mars 1990.— L'annexe de l'arrêté n° 988 MED/PEL du 2 mars 1990 portant organisation d'un concours externe, sur épreuves, pour le recrutement d'employés d'administration, agents contractuels de la 4^e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration (surveillants de prison) est ainsi complétée :

- "Epreuve n° 1 : Dictée (coeff. 2 - durée 40 mn) ;
Epreuve n° 2 : Mathématiques (coeff. 2 - durée 1 h) ;
Epreuve n° 3 : Epreuve sportive (coeff. 3) ;
Epreuve n° 4 : Epreuve orale de tahitien (coeff. 2 - durée 15 mn) ;
Epreuve n° 5 : Epreuve psychotechnique."

Par arrêté n° 1330 MED/PEL du 28 mars 1990.— L'article 5 de l'arrêté n° 6144 MED/PEL du 16 octobre 1989 portant organisation d'un concours interne, sur épreuves, pour le recrutement de deux premiers surveillants CC3, adjoints aux directeurs des maisons d'arrêt de Raiatea et des Marquises est ainsi complété :

"Les épreuves d'admissibilité sont les suivantes :

- Epreuve n° 1 : Compte-rendu professionnel (coeff. 3 - durée 2 h) ;
Epreuve n° 2 : Dictée (coeff. 1 - durée 45 mn) ;
Epreuve n° 3 : Greffe judiciaire (coeff. 3 - durée 3 h) ;
Epreuve n° 4 : Comptabilité (coeff. 5 - durée 3 h).

Les épreuves d'admission sont les suivantes :

- Epreuve n° 5 : Droit administratif, judiciaire et pénitentiaire (coeff. 3 - durée 30 mn) ;
Epreuve n° 6 : Epreuve psychotechnique."

Par arrêté n° 1331 MED/PEL du 28 mars 1990.— L'article 5 de l'arrêté n° 5003 MED/PEL du 30 août 1989 portant organisation d'un concours interne, sur épreuves, pour le recrutement de trois premiers surveillants, agents contractuels de la 3^e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration est modifié comme suit :

"Les épreuves d'admissibilité sont les suivantes :

- Epreuve n° 1 : Compte-rendu professionnel (coeff. 3 - durée 2 h) ;
Epreuve n° 2 : Dictée (coeff. 1 - durée 45 mn).

Les épreuves orales d'admission sont les suivantes :

- Epreuve n° 3 : Droit administratif, judiciaire et pénitentiaire (coeff. 3 - durée 30 mn) ;
Epreuve n° 4 : Epreuve psychotechnique."

MINISTERE DU BUDGET, DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Par arrêté n° 323 CM du 26 mars 1990.— Les dépenses ordinaires du sous-chapitre 944-10 du budget du territoire pour l'exercice 1990 sont modifiées comme suit :

(en francs CFP)			
Art.	Libellé	En —	En +
657-74	Subvention à l'O.T.A.C. (Heiva 1990)	20.000.000	
657-06	Subvention au C.P.S.H. Te Anavaharau		20.000.000
	TOTAL	20.000.000	20.000.000

Par arrêté n° 324 CM du 26 mars 1990.— Est autorisé le virement de crédit de 3.781.000 F CFP comme suit :

(en francs CFP)				
S/Chap.	Art.	Libellé	En +	En —
94408		Conservatoire artistique territorial		
	631	Entretien et réparation à l'entreprise	381.000	
	634	Electricité, eau et gaz	300.000	
	639	Autres travaux et services extérieurs	3.000.000	
	664	Frais de postes et télécommunications	100.000	
94410		Autres interventions		
	657-07	Subvention au Conservatoire artistique territorial		3.781.000
		TOTAL	3.781.000	3.781.000

**MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT,
DES TRANSPORTS TERRESTRES
ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

Par arrêté n° 157 PR du 27 mars 1990.— L'article 1er de l'arrêté n° 781 PR du 22 décembre 1989 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'A.S. Central Sport est modifié comme suit :

Date de tirage : *Au lieu de* : 29 avril 1990 ;
Lire : 1er avril 1990.

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 1335 MUR du 28 mars 1990.— La Société d'équipement de Tahiti et des îles (SETIL) est autorisée à modifier les lots 24 et 25 du lotissement dénommé "zone industrielle de Vaiare" à Moorea.

Les modifications portent sur l'ordre de numérotation des lots et sur des rectifications de limites des lots.

Le lot 25 est divisé en deux lots n° 37 et n° 38.

Le lot 37 est destiné à être rattaché au lot 24 pour ne former avec lui qu'une seule unité.

Le plan de bornage n° 811 H dressé par la SETIL en octobre 1989, et le rectificatif au cahier des charges établi par Me Lequerré, déposé le 24 octobre 1989 au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction), sont approuvés.

Deux (2) expéditions du rectificatif au cahier des charges seront déposées au secrétariat du service de l'urbanisme, après formalités de transcription à la conservation des hypothèques.

Communication au public

Le présent arrêté et le dossier correspondant, à annexer au dossier d'origine, sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D.141-7 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 modifiée, aux secrétariats :

- de la mairie de Moorea-Maiao ;
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE MINISTERIEL du 12 février 1990 fixant les conditions générales d'autorisation et d'exploitation des stations terriennes de réception de programmes de télévision en vue de leur redistribution sur un réseau câblé établi en application de l'article 34 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986.

Le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 33, L. 39, L. 89 et R. 52-3 ;

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, et notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 89-327 du 19 mai 1989 modifiant le décret n° 86-129 du 28 janvier 1986 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère des P.T.T. ;

Vu l'arrêté du 27 avril 1987 portant modification du tableau de répartition des bandes de fréquences pour le compte de divers utilisateurs ou usagers établi par le comité de coordination des télécommunications,

Arrête :

Article 1er.— Le présent arrêté a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles une société autorisée à exploiter un réseau câblé établi en application de l'article 34 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 peut être autorisée à établir et exploiter une station terrienne de réception de programmes de télévision dans les bandes 10,7-11,7 GHz et 12,5-12,75 GHz du service fixe par satellite en France métropolitaine.

Art. 2.— L'établissement et l'exploitation de la station terrienne de réception sont autorisés par le ministre chargé des télécommunications, après avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Art. 3.— L'établissement et l'exploitation de la station ne sont autorisés que pour la réception permanente de programmes figurant au plan de service annexé à l'autorisation d'exploitation du réseau délivrée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, en vue de leur redistribution sur le réseau câblé, conformément aux normes et spécifications en vigueur.

Le titulaire de l'autorisation est seul responsable des conditions d'exploitation des programmes reçus et du respect de la législation sur la propriété littéraire et artistique. Il devra s'assurer que la réception des programmes sur le territoire français

est autorisée au regard de la réglementation internationale relative aux satellites de télécommunications.

L'autorisation est strictement personnelle à son titulaire et ne peut être transférée à un tiers.

Art. 4.— La connexion directe ou indirecte de la station à une installation de télécommunications autre que le réseau câblé n'est pas autorisée.

L'autorisation d'établissement et d'exploitation des stations terriennes de réception est subordonnée au respect des conditions techniques fixées par une instruction du ministre chargé des télécommunications.

L'administration chargée des télécommunications ne saurait, en aucun cas, être tenue pour responsable de la qualité des signaux reçus des satellites concernés.

Art. 5.— Les stations ne peuvent recevoir que les signaux de télévision correspondant à des programmes acheminés régulièrement par le service fixe par satellite tel que défini par la convention internationale des télécommunications, fonctionnant dans les bandes 10,7-11,7 et 12,5-12,75 GHz, à l'exclusion de tous autres signaux.

L'autorisation ne confère à son titulaire aucune protection contre d'éventuelles perturbations radioélectriques, sauf accord préalable conclu avec l'utilisateur de la bande de fréquences, en vue d'améliorer la protection de la station.

L'autorisation peut, en outre, être soumise à des conditions techniques particulières justifiées par les besoins de la coordination des fréquences.

Art. 6.— L'autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans. Elle peut être retirée à tout moment si l'exploitant utilise la station à d'autres fins, en particulier pour recevoir des services ou capter des signaux qu'il n'est pas autorisé à recevoir.

L'autorisation donne lieu à la délivrance d'une licence qui fixe les canaux que l'exploitant désire recevoir parmi ceux dont la réception a été autorisée. Une nouvelle licence est exigée pour tout changement dans les conditions d'exploitation du ou des stations que l'exploitant a été autorisé à établir.

Art. 7.— L'autorisation d'établissement et d'exploitation des stations terriennes de réception est délivrée sous réserve des droits des tiers, et notamment des liens contractuels résultant éventuellement des conventions d'exploitation technique des réseaux câblés.

Art. 8.— Les stations devront être homologuées ou conformes à un type homologué par l'administration des télécommunications.

Elles doivent être munies d'une plaque de conformité inamovible et directement accessible aux agents du contrôle.

Art. 9.— Le titulaire de l'autorisation doit acquitter une contribution pour frais de dossier fixée à 5.000 F et une contribution annuelle pour frais de gestion fixée à 2.000 F.

Art. 10.— Conformément à l'article L. 89 du code des postes et télécommunications l'établissement et l'exploitation d'une station terrienne de réception sans autorisation ou en dehors des conditions fixées par l'autorisation sont passibles de peines prévues aux articles L. 39 et R. 52-3 du code des postes et télécommunications.

Art. 11.— Le directeur de la réglementation générale et le directeur général des télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 février 1990.

Paul QUILS.

CIRCULAIRE MINISTERIELLE du 15 janvier 1990 relative aux investissements directs français à l'étranger et étrangers en France.

Paris, le 15 janvier 1990

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, aux établissements, institutions et services visés à l'article 2 du décret n° 89-938 du 29 décembre 1989 modifié

La présente circulaire, qui abroge et remplace la circulaire du 21 mai 1987 modifiée et celle du 24 septembre 1988 relatives aux investissements directs français à l'étranger et étrangers en France, a pour objet de préciser les modalités d'application des dispositions du décret n° 89-938 du 29 décembre 1989 modifié, applicables à ces opérations d'investissements directs. Elle définit, notamment, les cas d'application de la dispense de déclaration préalable prévue aux articles 11 et 13 du décret n° 89-938.

Il est rappelé qu'en vertu de l'article 1^{er} du décret n° 89-938 du 29 décembre 1989 modifié les dispositions de la présente circulaire ne sont pas applicables dans les relations avec les Etats dont l'institut d'émission est lié au Trésor français par une convention de compte d'opérations, sauf dans le cas d'investissements directs réalisés en France par les entreprises établies dans un de ces pays et sous le contrôle direct ou indirect de personnes résidant dans un pays étranger autre que ceux-ci.

CHAPITRE I^{er}

Définitions

10. Notions de résidence et de non-résidence :

Les notions de résidence et de non-résidence au regard de la réglementation des relations financières avec l'étranger sont définies par les 3^e et 4^e de l'article 1^{er} du décret n° 89-938 modifié.

11. Notion d'investissement direct.

Aux termes du 5^e de l'article 1^{er} du décret n° 89-938 du 29 décembre 1989 modifié, il faut entendre par investissement direct :

- a) L'achat, la création ou l'extension de fonds de commerce,
- b) Toutes autres opérations lorsque, seules ou à plusieurs, concomitantes ou successives, elles ont pour effet de permettre à une ou plusieurs personnes de prendre ou d'accroître le contrôle d'une société exerçant une activité industrielle, agricole, commerciale, financière ou immobilière, quelle qu'en soit la forme, ou d'assurer l'extension d'une telle société déjà sous leur contrôle.

Sont notamment considérées comme investissements directs, pour l'application du b ci-dessus, les opérations suivantes :

- a) Prise ou accroissement de participation, ou souscription à une augmentation de capital, que les apports soient effectués en numéraire ou en nature :
 - réalisés dans une société étrangère par des résidents ou par l'entremise d'entreprises étrangères sous contrôle français, dès lors que l'opération entraîne une prise de contrôle français dans cette société ou que celle-ci est déjà sous contrôle français ;

- réalisés dans une société résidente, par des non-résidents ou par des sociétés françaises sous contrôle étranger, dès lors que l'opération entraîne une prise de contrôle étranger (direct ou indirect) dans cette société, ou que celle-ci est déjà sous contrôle étranger.

Une augmentation de capital réalisée par incorporation de réserves ou de bénéfices non distribués constitue également un investissement direct.

b) Prêts, avances, garanties, consolidations ou abandons de créances, subventions :

- consentis à une entreprise étrangère par les résidents qui la contrôlent directement ou indirectement ou par des résidents appartenant au même groupe ;

- consentis à une entreprise sous contrôle étranger par les non-résidents qui la contrôlent ou par des non-résidents appartenant au même groupe.

Les prêts et avances consentis par des filiales à leurs maisons mères ne constituent pas des investissements directs.

Dans le cas des garanties ayant le caractère d'investissement direct, seule leur mise en jeu fait l'objet des procédures prévues par la présente circulaire.

c) Prise en location-gérance du fonds de commerce d'une société française existante lorsqu'elle est effectuée pour une durée égale ou supérieure à six mois ou lorsque le locataire gérant bénéficie d'une option d'achat sur le fonds de commerce ou sur tout ou partie des titres de la société propriétaire.

Il est précisé que l'expression « extension » (d'un fonds de commerce, d'une succursale, d'une entreprise à caractère personnel ou d'une société) vise notamment l'extension de l'activité au-delà de celle prévue lors de sa création ou prise de contrôle et visée dans la décision éventuelle de l'administration ou ayant justifié l'application d'une dispense de déclaration préalable en vertu de la présente circulaire.

12. Notion de contrôle :

121. Une société étrangère est considérée comme étant sous contrôle français lorsque des résidents, directement ou par l'entremise d'entreprises étrangères sous contrôle de résidents, détiennent plus de 20 p. 100 du capital ou des droits de vote.

122. Une société française, dont les titres sont cotés en Bourse, est, conformément au 5° de l'article 1er du décret n° 89-938 modifié, considérée comme étant sous contrôle étranger lorsque la seule participation détenue par un non-résident ou par une entreprise française elle-même sous contrôle de non-résidents excède 20 p. 100 du capital ou des droits de vote.

123. Une société française, dont les titres ne sont pas cotés en Bourse, est considérée comme étant sous contrôle étranger lorsque des non-résidents, ou des entreprises françaises elles-mêmes sous contrôle de non-résidents, détiennent un pourcentage du capital ou des droits de vote supérieur à 33,33 p. 100.

124. Les seuils de participation définis aux paragraphes 121, 122 et 123 permettent en pratique de déterminer, dans la plupart des cas, si la réglementation des investissements directs doit être appliquée. Ils ne constituent pas toutefois des règles absolues et l'administration peut retenir ou accepter un seuil différent afin de tenir compte de la réalité du contrôle exercé et, notamment, d'éléments autres que le seul pourcentage détenu du capital ou des droits de vote.

En effet, d'autres opérations peuvent contribuer à la prise de contrôle d'une société. Il résulte des termes du 5° de l'article 1er du décret n° 89-938 modifié que les opérations concernant une même société ne doivent pas être considérées isolément, mais dans leur ensemble, qu'elles soient concomitantes ou successives, pour déterminer si elles ont le caractère d'investissements directs. Ainsi, une société française peut être considérée comme étant sous contrôle étranger, même lorsque la participation étrangère à son capital est très faible, si celle-ci est assortie d'une option sur tout ou partie des titres restants en faveur du détenteur de la participation étrangère ou si ce dernier octroie des prêts ou des garanties dont le montant permet de penser qu'il a la responsabilité du financement de la société ou encore si cette participation est accompagnée de l'octroi de brevets, de licences, de contrats commerciaux ou d'assistance technique mettant la société dans laquelle a lieu l'investissement sous la dépendance de l'investisseur ou de son groupe.

Dans des cas exceptionnels, l'octroi de prêts ou de garanties peut, en raison de l'importance de leur montant, compte tenu de la situation financière de l'entreprise en faveur de laquelle est accordé le prêt ou la garantie, suffire à donner le contrôle de cette entreprise, indépendamment de toute participation au capital.

De même, est soumise à la réglementation des investissements directs une prise de participation n'excédant pas 20 p. 100 dans une société dont les titres sont cotés en Bourse, lorsque l'acqué-

reur ou le souscripteur agit pour le compte de personnes, physiques ou morales, déjà actionnaires de la société ou est lié à ces personnes et que cette opération a pour effet de porter le total des participations contrôlées directement ou indirectement par un même groupe à plus de 20 p. 100 du capital de la société.

Si un doute existe sur la réalité du contrôle que peut entraîner une opération envisagée, les intéressés ou les établissements, institutions et services visés à l'article 2 du décret n° 89-938 modifié, doivent, en fournissant tous les éléments d'appréciation nécessaires, consulter par écrit l'administration compétente (cf. § 43) pour savoir si l'opération doit ou non être considérée comme un investissement direct.

13. Notion de groupe de sociétés :

Sont considérées comme appartenant au même groupe, et constituant un seul et même investisseur pour l'application des dispositions de la présente circulaire, les sociétés contrôlées à plus de 50 p. 100, directement ou indirectement, dans les mêmes proportions, par les mêmes actionnaires.

CHAPITRE II

Investissements directs français à l'étranger

21. Les constitutions et liquidations d'investissements directs français à l'étranger sont libres qu'elles soient réalisées par des résidents ou par l'entremise de sociétés étrangères ou d'établissements à l'étranger sous leur contrôle.

22. Par exception aux dispositions précédentes, les constitutions d'investissements directs français en République d'Afrique du Sud sont soumises à autorisation préalable.

CHAPITRE III

Investissements directs étrangers en France

31. Déclaration préalable :

311. Est soumise à déclaration préalable et, le cas échéant, à l'autorisation du ministre de l'économie, des finances et du budget, la constitution en France d'investissements directs, par des non-résidents, par des sociétés résidentes sous contrôle étranger, direct ou indirect, ou par des établissements en France de sociétés étrangères.

Ces dispositions s'appliquent lorsque la constitution d'investissements directs est réalisée par voie de cession entre non-résidents, qu'ils appartiennent ou non à un même groupe (cf. § 13), d'une participation dans le capital d'une société résidente.

312. Les déclarations préalables sont établies soit sur les formulaires prévus à cet effet, soit par lettre contenant tous les renseignements prévus dans ces formulaires. Les délais prévus aux paragraphes 33 et 342 ci-après courent à compter de la date de réception par le service intéressé d'une déclaration préalable complète. Si la déclaration ne fournit pas tous les éléments d'information nécessaires, ces délais courent à compter de la date de réception par le service intéressé des informations complémentaires demandées à l'investisseur.

313. Sont dispensés de déclaration et d'autorisation préalables :

3130. La création de succursales ou d'entreprises nouvelles.

3131. L'extension d'activité d'une entreprise existante.

3132. Les accroissements de participation dans une société française sous contrôle étranger lorsqu'ils sont effectués par un investisseur détenant déjà plus de 66,66 p. 100 du capital ou des droits de vote de la société.

3133. La souscription à une augmentation du capital d'une société française sous contrôle étranger par un investisseur sous réserve qu'il n'accroisse pas à cette occasion sa participation.

3134. Les opérations de fusion, d'apport partiel d'actifs, de cession ou de prise en location-gérance de fonds de commerce, réalisées entre des sociétés françaises sous contrôle étranger, appartenant toutes au même groupe.

3135. Les opérations relatives à des prêts, avances, garanties, consolidations ou abandons de créances, subventions ou dotations de succursales, accordées à une entreprise française sous contrôle étranger par les investisseurs qui la contrôlent.

3136. Les prises de participation au capital d'entreprises françaises exerçant une activité immobilière autre que la construction d'immeubles destinés à la vente ou à la location.

3137. Les opérations d'investissements directs réalisées, dans la limite d'un montant de 10 millions de francs, dans des entreprises artisanales, hôtelières, de commerce de détail, de services divers marchands (code A.P.E. 87) ou ayant pour objet exclusif l'exploitation de carrières ou gravières.

3138. Les acquisitions de terres agricoles ne donnant lieu à aucune exploitation viti-vinicole.

32. Liquidation d'investissements directs étrangers en France :

La liquidation, partielle ou totale, d'investissements directs étrangers en France est libre et dispensée de toute déclaration et autorisation préalables.

33. Règles applicables aux investissements directs étrangers en France :

Sauf dans les cas prévus au paragraphe 34, les investissements directs étrangers en France qui font l'objet d'une déclaration préalable sont soumis à l'autorisation préalable du ministre de l'économie, des finances et du budget.

Cette autorisation est réputée acquise au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de la déclaration préalable, sauf si le ministre de l'économie, des finances et du budget a demandé l'ajournement des opérations envisagées. Le ministre d'Etat peut renoncer à son droit d'ajournement avant l'expiration de ce délai.

34. Investissements directs réalisés par des personnes de la Communauté économique européenne :

Aux termes des dispositions de l'article 11 du décret n° 89-938 modifié, les investissements directs réalisés par des personnes de la Communauté économique européenne sont libres.

341. Ces dispositions sont susceptibles de s'appliquer dans le cas des investissements étrangers en France dès lors que l'investisseur satisfait aux conditions définies par l'article 11 du décret n° 89-938 modifié.

Les investisseurs qui satisfont à ces conditions sont qualifiés, dans la suite de la présente circulaire, d'investisseurs communautaires.

Pour déterminer, dans le cas des sociétés, si la condition relative au contrôle prévue ci-dessus est remplie, on appliquera les règles suivantes :

a) Si les actionnaires ou associés ayant le caractère d'investisseur communautaire détiennent, au total, plus de 50 p. 100 du capital et la majorité des droits de vote dans la société concernée, celle-ci sera présumée avoir elle-même le caractère d'investisseur communautaire, sauf s'il apparaît qu'un des actionnaires ou associés n'ayant pas le caractère communautaire (ou plusieurs agissant de concert) remplit l'une des conditions visées au paragraphe c et qu'aucun des actionnaires ou associés communautaires (ou plusieurs agissant de concert) ne remplit une autre de ces conditions ;

b) Dans le cas où les actionnaires ou associés ayant le caractère d'investisseur communautaire détiennent, au total, moins de 50 p. 100 du capital ou moins de la majorité des droits de vote dans la société, celle-ci est présumée ne pas avoir la qualité d'investisseur communautaire, sauf si l'un des actionnaires ou associés ayant le caractère communautaire (ou plusieurs agissant de concert) peut démontrer qu'il remplit l'une des conditions prévues au paragraphe c et qu'aucun actionnaire ou associé (ou plusieurs agissant de concert) n'ayant pas ce caractère ne remplit l'une des conditions ;

c) Les conditions dans lesquelles la présomption prévue aux paragraphes a et b est susceptible de ne pas s'appliquer sont les suivantes :

i) Un des actionnaires ou des associés (ou plusieurs agissant de concert) a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres d'organes d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise, ou bien ceux-ci ont été nommés par l'effet du seul exercice de ses droits de vote ;

ii) Un des actionnaires ou des associés (ou plusieurs agissant de concert) détermine en fait par les droits de vote dont il dispose les décisions, dans les assemblées générales de la société ;

iii) Un des actionnaires ou des associés (ou plusieurs agissant de concert) détient une option inconditionnelle sur tout ou partie des actions ou parts restantes lui permettant, s'il l'exerce, d'acquiescer une participation majoritaire ou le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres d'organes d'administration, de direction ou de surveillance ;

iv) Un des actionnaires ou des associés (ou plusieurs agissant de concert) détient dans l'entreprise le pouvoir effectif ou y exerce une influence dominante ;

- soit en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires ;

- soit, parce qu'il a, par l'octroi de concours financiers (prêts, garanties, caution...) dont la suspension mettrait l'entreprise dans l'impossibilité de poursuivre ses activités, manifesté qu'il en assumait de fait la responsabilité financière.

342. Aux termes des dispositions du 1° de l'article 11 du décret n° 89-938 modifié, le ministre de l'économie, des finances et du budget dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception de la déclaration préalable pour notifier éventuellement que l'opération n'est pas conforme aux conditions énumérées par ce même article et se trouve donc soumise au droit d'ajournement prévu au paragraphe 33 ci-dessus.

343. Aux termes des dispositions du 2° de l'article 11 du décret n° 89-938 modifié, le ministre de l'économie, des finances et du budget peut reconnaître le caractère communautaire d'un investisseur pour tous les investissements directs qu'il réalise en France.

Les investisseurs remplissant les conditions prévues au paragraphe 341 de la présente circulaire, ayant réalisé un chiffre d'affaires supérieur à un milliard de francs au cours du dernier exercice clos et ayant exercé une activité économique réelle durant au moins trois exercices consécutifs, peuvent bénéficier d'une reconnaissance permanente de leur caractère communautaire.

Lors de la constitution d'un investissement direct en France, cette reconnaissance permanente de son caractère communautaire dispense l'investisseur de l'obligation de déclaration préalable prévue au paragraphe 31 ci-dessus.

344. Un investisseur demande la reconnaissance permanente de son caractère communautaire :

a) Soit à l'occasion de la réalisation d'un investissement direct en France, la déclaration préalable doit alors comprendre l'ensemble des éléments permettant d'établir que l'investisseur répond aux conditions énumérées au paragraphe 343 de la présente circulaire ;

b) Soit à tout moment à sa convenance, en dehors de la réalisation d'une opération particulière d'investissement direct, une déclaration permettant d'établir que l'investisseur répond aux conditions énumérées au paragraphe 344 ci-dessus est alors

345. La reconnaissance du caractère communautaire d'un investisseur ne peut être retirée qu'en cas de modification du contrôle de ce dernier lui faisant perdre son caractère communautaire.

L'investisseur bénéficiant d'une reconnaissance permanente de son caractère communautaire doit notifier au ministre de l'économie, des finances et du budget dans les trente jours suivant sa matérialisation, tout changement dans son actionariat ou dans les conditions de son contrôle effectif susceptible de lui faire perdre le caractère d'investisseur communautaire tel que défini au paragraphe 341 de la présente circulaire.

35. Catégories particulières d'investissements directs soumises au droit d'ajournement du ministre de l'économie, des finances et du budget :

Ne sont pas susceptibles de bénéficier des dispositions prévues aux paragraphes 342 à 345 et sont donc soumises à autorisation préalable dans les conditions prévues au paragraphe 33, quelle que soit l'origine de l'investisseur, les opérations énumérées au 3° de l'article 11 du décret n° 89-938 modifié :

- investissements effectués dans des activités participant en France, même à titre occasionnel, à l'exercice de l'autorité publique ;

- investissements mettant en cause l'ordre public, ou la santé publique, ou la sécurité publique, ainsi que ceux réalisés dans des activités de production ou de commerce d'armes, de munitions et de matériel de guerre ;

- opérations ayant pour effet de faire échec à l'application des lois et réglementations françaises.

Cette dernière définition ne s'applique pas seulement à la réglementation des relations financières avec l'étranger mais doit être prise dans son sens le plus large et concerne l'application des lois et règlements de toute nature.

CHAPITRE IV

Dispositions générales

41. Règlement des opérations d'investissement direct :

Sauf s'ils prennent la forme d'une consolidation ou d'un abandon de créances régulièrement constituées, les règlements

entre résidents et non-résidents relatifs à des constitutions ou liquidations d'investissements directs doivent être effectués, sous forme scripturale, conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n° 89-938 modifié.

Les établissements, institutions et services visés à l'article 2 de ce décret doivent, avant de procéder aux règlements dont ils sont chargés, obtenir les justificatifs nécessaires ainsi que les renseignements permettant de viser, ou d'établir, le cas échéant, les comptes rendus, qu'ils sont tenus, sous leur responsabilité, d'adresser dans les délais réglementaires à l'administration.

42. Comptes rendus et information de l'administration :

421. Les comptes rendus relatifs à des opérations (constitutions et liquidations) d'investissement direct doivent être adressés dans les vingt jours suivant la réalisation de celles-ci aux administrations désignées au paragraphe 43.

Ils sont établis sur des formules spéciales, du modèle en vigueur à leur date d'établissement, tenues à la disposition des intéressés par ces administrations.

Lorsque la réalisation juridique de l'opération (notamment une création de société) et les règlements correspondants ne sont pas simultanés, un compte rendu distinct doit être établi, d'une part, pour la réalisation juridique, d'autre part, pour chaque règlement.

Dans le cas où une opération d'investissement direct ayant fait l'objet d'une décision n'est pas réalisée ou n'est réalisée que partiellement, il convient d'en informer l'administration.

422. Les investisseurs bénéficiant d'une reconnaissance permanente de leur caractère communautaire (cf. § 343 à 345) doivent établir, pour chaque opération d'investissement direct, un compte rendu désignant l'investisseur ainsi que l'entreprise française dans laquelle a eu lieu l'investissement et décrivant les modalités de l'investissement ainsi que ses motifs et incidences.

Lors de l'envoi de ce compte rendu, l'investisseur confirme qu'il continue de répondre aux conditions prévues par le paragraphe 343 de la présente circulaire et fait part des modifications significatives intervenues dans son actionnariat depuis la date de sa dernière opération d'investissement direct ou depuis celle à laquelle son caractère communautaire a été reconnu au titre du paragraphe 343.

423. Les entreprises françaises sous contrôle étranger (ou, le cas échéant, leur liquidateur) doivent informer l'administration :

- de toutes modifications apportées à leur capital ou à sa répartition lorsque ces opérations ne constituent pas un investissement direct au regard de la réglementation française (notamment à la suite d'augmentation de capital souscrite par des résidents) ;

- de toute modification importante concernant leur existence ou leur activité : cessation d'activité, changement de dénomination, liquidation, disparition, etc.

424. Seules les constitutions et liquidations d'investissements directs français à l'étranger réalisées par des résidents et dont le montant, par opération, excède 5 millions de francs doivent faire l'objet d'un compte rendu.

425. Les opérations d'investissements directs étrangers en France visés aux paragraphes 3135, 3136, 3137 et 3138 sont dispensées de toute obligation de compte rendu.

43. Administrations destinataires des déclarations préalables et comptes rendus :

Les déclarations préalables, comptes rendus et toute correspondance relative aux investissements directs sont adressés :

- en règle générale, au ministère de l'économie, des finances et du budget (direction du Trésor, bureau D 3, télédéc 532, 139, rue de Bercy, 75572 PARIS CEDEX 12) ;

- à la Banque de France (direction générale des services étrangers) pour les comptes rendus portant sur les investissements directs français à l'étranger ;

- à la Caisse centrale de coopération économique, pour les opérations à réaliser à l'étranger par des personnes physiques ou des établissements de personnes morales résidant ou situés dans les départements et territoires d'outre-mer.

44. Infractions et sanctions :

Il est rappelé que sont punis des peines prévues par l'article 5 de la loi n° 66-1008 du 28 décembre 1966 relative aux relations financières avec l'étranger, modifiée par l'article 73 de la loi n° 69-1161 du 24 décembre 1969 (art. 459 du code des douanes), le non-respect des obligations de déclaration, l'inobservation des procédures prescrites ou des formalités exigées, l'absence des autorisations requises ou le non-respect des conditions dont ces autorisations sont assorties.

PIERRE BÉRÉGOVOY

CIRCULAIRE MINISTERIELLE du 15 janvier 1990 relative aux investissements directs français à l'étranger et étrangers en France (rectificatif).

Rectificatif au *Journal officiel* du 16 janvier 1990, page 659, 2^e colonne, chapitre Ier, Définitions, 11. Notion d'investissement direct, rétablir le *a* comme suit :

«a) L'achat, la création ou l'extension de fonds de commerce, de succursales ou de toute entreprise à caractère personnel ;»

Page 661, 1^{re} colonne, 341, *b*, dernière ligne, au lieu de : «n'ayant pas ce caractère ne rem-», lire : «n'ayant pas ce caractère ne remplit une autre de ces conditions».

Même page, 2^e colonne, 344, *b*, dernière ligne, au lieu de : «au paragraphe 344 ci-dessus est alors», lire : «au paragraphe 343 ci-dessus est alors adressée au ministre de l'économie, des finances et du budget».

(Le reste sans changement.)

Avis relatif à l'organisation des examens de l'enseignement technique agricole du ministère de l'agriculture et de la forêt (session de 1990)

Les épreuves terminales d'éducation physique et sportive des examens de l'enseignement technique agricole seront organisées dans les quinze jours qui précèdent la première épreuve écrite.

Les épreuves orales et pratiques seront organisées à partir du jeudi 14 juin 1990. Sur proposition du directeur régional de l'agriculture et de la forêt responsable de l'organisation d'un examen, et après avis favorable du bureau Evaluations, concours et diplômes, ces épreuves pourront se dérouler avant le 14 juin 1990.

Les dates des épreuves écrites sont fixées conformément à l'annexe I.

Les épreuves de remplacement pour les candidats empêchés de se présenter aux épreuves normales de la session de 1990 seront organisées aux dates fixées en annexe II.

ANNEXE I
Session de 1990

EXAMENS	DATE des épreuves écrites
Certificat d'aptitude professionnelle agricole - métropole, Antilles. - CAPA associé au BEPA renouvelé (décret du 27 janvier 1989). - Réunion. - Nouvelle-Calédonie.	Mercredi 13 juin Lundi 18 juin et mardi 19 juin Jeudi 26 juillet Lundi 12 novembre
Brevet d'études professionnelles agricoles - métropole, Antilles, Guyane, Polynésie. - en expérimentation. - renouvelé (décret du 27 janvier 1989). - Réunion. - Nouvelle-Calédonie.	Lundi 18 juin et mardi 19 juin Lundi 18 juin Lundi 18 juin et mardi 19 juin Mardi 24 juillet et mercredi 25 juillet Lundi 19 novembre et mardi 20 novembre

EXAMENS	DATE des épreuves écrites
Brevet de technicien agricole Epreuves terminales : - métropole, Antilles. - Réunion. - Nouvelle-Calédonie. Epreuves spécifiques : - métropole, Antilles. - Réunion. - Nouvelle-Calédonie.	Mercredi 20 juin et jeudi 21 juin Lundi 16 juillet et mardi 17 juillet Lundi 18 novembre et mardi 20 novembre Vendredi 22 juin Mercredi 18 juillet Mercredi 21 novembre
Brevet de technicien supérieur agricole - option hippique. - autres options : - épreuves terminales. - épreuves spécifiques.	Jeudi 4 janvier et vendredi 5 janvier Jeudi 14 juin et vendredi 15 juin A partir du mercredi 13 juin

ANNEXE II

Epreuves de remplacement

EXAMENS	DATE DES ÉPREUVES	
	Écrites	Pratiques et orales
Tous les examens : - métropole, Antilles, Guyane, Polynésie, Réunion. - Nouvelle-Calédonie.	Mercredi 19 septembre, jeudi 20 septembre et vendredi 21 septembre Lundi 11 mars, mardi 12 mars et mercredi 13 mars 1991	A partir du lundi 17 septembre A partir du lundi 11 mars 1991

Les candidats devront faire parvenir, au plus tard trois jours ouvrables après la dernière épreuve normale de leur examen au service de la formation et du développement ayant enregistré leur inscription, leur dossier de candidature comprenant les pièces suivantes :

- 1° Une demande d'inscription aux épreuves de remplacement ;
- 2° Leur convocation à la session de 1990 ;
- 3° Selon le cas : un certificat médical établi par un médecin concourant à l'exercice des tâches médico-scolaires ; ou une attestation de présence sous les drapeaux, délivrée par l'autorité militaire compétente ; ou toute autre pièce attestant d'un empêchement de force majeure laissé à l'appréciation de l'administration organisatrice de l'examen.

Les candidats seront avisés individuellement du lieu, de la date et des horaires des épreuves de remplacement.

**DECRET du 27 février 1990 portant nomination de
conseillers du commerce extérieur de la France.**

Par décret en date du 27 février 1990 :

Sont nommés conseillers du commerce extérieur pour une
nouvelle période de trois années à compter du 1er janvier 1990 :

2° Dans les territoires et départements d'outre-mer
Polynésie française : M. Jourde (Patrick).

Sont nommés conseillers du commerce extérieur pour une
période de trois années à compter du 1er janvier 1990 :

2° Dans les territoires et départements d'outre-mer
Polynésie française : M. Gendrin (François)
M. Vernaudeau (Christian).

**ARRETE MINISTERIEL du 26 février 1990 fixant les dates des
épreuves écrites du concours d'admission à l'Ecole
normale supérieure de Cachan en 1990.**

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de
la jeunesse et des sports, en date du 26 février 1990, les épreuves
écrites du concours d'admission à l'Ecole normale supérieure de
Cachan sont fixées en 1990 aux dates et heures ci-après :

Section A 1

Mathématiques

Lundi 7 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, français.
Mercredi 9 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, mathématiques (1^{re} épreuve).
Mercredi 9 mai, de 14 h 30 à 16 h 30, langues vivantes.
Jeudi 10 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, mathématiques (2^e épreuve).
Vendredi 11 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, physique.

Section A 2

Physique, physique appliquée, chimie

Lundi 7 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, français.
Mercredi 9 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, physique.
Mercredi 9 mai, de 14 h 30 à 16 h 30, langues vivantes.
Jeudi 10 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, chimie.
Vendredi 11 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, mathématiques.

Section A 3

Biochimie, génie biologique

Lundi 7 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, sciences naturelles.
Mercredi 9 mai, de 8 h 45 à 11 h 45, physique.
Mercredi 9 mai, de 14 h 30 à 16 h 30, français.
Jeudi 10 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, mathématiques.
Jeudi 10 mai, de 14 h 30 à 16 h 30, langues vivantes.
Vendredi 11 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, chimie.

Section B

Construction et mécanique

Option B'

Lundi 7 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, physique.
Mercredi 9 mai, de 8 h 45 à 16 h 45, technologie.
Jeudi 10 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, mathématiques.
Vendredi 11 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, français.

Option B''

Lundi 7 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, physique.
Mercredi 9 mai, de 8 h 45 à 11 h 45, mathématiques.

Jeudi 10 mai, de 8 h 45 à 16 h 45, technologie.
Vendredi 11 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, français.

Section B 1 - B 3

Mécanique, génie mécanique

Mercredi 2 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, mécanique.
Jeudi 3 mai, de 8 h 45 à 14 h 45, avant-projet de construction et
de fabrication.
Vendredi 4 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, français.
Vendredi 4 mai, de 14 h 30 à 16 h 30, langues vivantes (version).

Section B 2

Génie civil

Mercredi 2 mai, de 8 h 45 à 14 h 45, avant-projet de construction
ou de fabrication.
Jeudi 3 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, mécanique.
Vendredi 4 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, français.
Vendredi 4 mai, de 14 h 30 à 16 h 30, langues vivantes (version).

Section B 4

Génie électrique

Mercredi 2 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, électricité générale.
Jeudi 3 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, électronique ou électrotechnique.
Vendredi 4 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, français.
Vendredi 4 mai, de 14 h 30 à 16 h 30, langues vivantes (version).

Section C

Arts et création industrielle

Mardi 15 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, composition d'histoire et des
théories de l'art.
Mercredi 16 mai, de 8 h 45 à 14 h 45, épreuve de langage gra-
phique et/ou chromatique et/ou volumique.
Jeudi 17 mai, de 8 h 45 à 11 h 45, épreuve de dessin industriel.

Section D 1

Economie et gestion

(Organisation et administration des entreprises
et des collectivités)

Mercredi 2 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, composition sur un sujet
d'ordre économique et social.
Jeudi 3 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, droit civil.
Vendredi 4 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, épreuve à option : mathéma-
tiques appliquées ou droit commercial ou étude de cas.
Vendredi 4 mai, de 14 h 30 à 16 h 30, langues vivantes (version).

Section D 2

Economie et gestion

(Comptabilité, techniques quantitatives)

Mercredi 2 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, économie générale.
Jeudi 3 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, mathématiques et statistiques.
Vendredi 4 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, épreuve à option : histoire
des faits économiques et sociaux ou étude de cas.
Vendredi 4 mai, de 14 h 30 à 16 h 30, langues vivantes (version).

Section D 3

Sciences économiques et sociales

Premier concours

Mercredi 2 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, composition sur un sujet
d'ordre économique et social.
Jeudi 3 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, mathématiques et statistiques.
Vendredi 4 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, épreuve à option : histoire
des faits économiques et sociaux ou droit.
Vendredi 4 mai, de 14 h 30 à 16 h 30, langues vivantes (version).

Section D 3*Sciences économiques et sociales***Deuxième concours**

Lundi 7 mai, de 8 h 45 à 12 h 45, mathématiques.

Mercredi 9 mai, de 8 h 45 à 13 h 45, histoire contemporaine.

Jeudi 10 mai, de 8 h 45 à 13 h 45, philosophie.

Jeudi 10 mai, de 14 h 30 à 17 h 30, langues vivantes.

Vendredi 11 mai, de 8 h 45 à 13 h 45, sciences économiques.

Samedi 12 mai, de 8 h 45 à 13 h 45, sciences sociales.

Les candidats des sections A 1, A 2, A 3, B, B 1-B 3, B 2, B 4, D 1, D 2 et D 3 subiront les épreuves écrites aux chefs-lieux d'académie.

En outre, un centre d'épreuves écrites sera organisé à Angers, Brest, Chalon-sur-Saône, Creil, Le Mans, Montluçon, Nouméa, Papeete, Pointe-à-Pitre, Saint-Etienne, Tarbes, Tours, Vierzon, Rabat. Les épreuves écrites de la section C auront lieu à Paris, à l'Ecole normale supérieure de Cachan (centre unique).

ARRETE MINISTERIEL du 27 février 1990 portant ouverture en 1990 de deux concours interministériels de recrutement d'attachés d'administration centrale (femmes et hommes).

Par arrêté du Premier ministre en date du 27 février 1990, deux concours interministériels pour le recrutement d'attachés d'administration centrale (femmes et hommes) sont ouverts au titre de l'année 1990 :

1^o Le concours externe est ouvert aux candidats âgés de trente-cinq ans au plus au 1^{er} janvier 1990 titulaires de l'un des diplômes ou certificats exigés des candidats au concours externe d'entrée à l'Ecole nationale d'administration, notamment d'un diplôme national sanctionnant un second cycle d'études supérieures, d'un diplôme d'un institut d'études politiques ou titulaires du certificat de fin de cycle préparatoire au concours interne de l'Ecole nationale d'administration.

Ce concours est ouvert également aux candidats susceptibles de justifier au 31 décembre 1990 de la possession de l'un de ces diplômes.

2^o Le concours interne est ouvert aux fonctionnaires et agents de l'Etat âgés de quarante ans au plus au 1^{er} janvier 1990 et comptant à cette date quatre années au moins de services publics, ainsi qu'aux personnels de la ville de Paris qui étaient en position statutaire régulière à la date fixée à l'article 33 de la loi n° 75-1331 du 31 décembre 1975 et aux fonctionnaires de l'administration générale de l'assistance publique à Paris qui demeurent soumis aux dispositions du décret n° 60-729 du 23 juillet 1960 en application de l'article 30 de la loi du 31 décembre 1975, remplissant les mêmes conditions d'âge et de service.Les limites d'âge prévues aux alinéas 1^{er} et 2 ci-dessus pour l'inscription aux concours s'entendent sans préjudice de l'application des dispositions en vigueur permettant leur report.

Les épreuves écrites (obligatoires et facultative) auront lieu les 4 et 5 juillet 1990 à Basse-Terre, Bordeaux, Caen, Cayenne, Dijon, Dzaoudzi, Fort-de-France, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Nouméa, Papeete, Paris, Poitiers, Rennes, Saint-Denis de la Réunion, Saint-Pierre, Strasbourg et Toulouse.

Les épreuves orales (obligatoires et facultative), dont les dates seront fixées ultérieurement, se dérouleront à Paris.

Les demandes d'admission à concourir devront obligatoirement être établies sur une notice individuelle d'inscription délivrée par la direction générale de l'administration et de la fonction publique.

Cette notice individuelle d'inscription pourra être obtenue à la direction générale de l'administration et de la fonction publique :

- soit sur place, au 32, rue de Babylone, Paris (7^e) ;
- soit en écrivant, à la même adresse, en précisant la nature du concours sur l'enveloppe (exemples : attaché externe, attaché interne), et en joignant une enveloppe de format 25 x 35 cm affranchie à 12 F (tarif « lettre ») ou à 7,50 F (tarif « pli non urgent »).

La notice individuelle d'inscription devra être déposée ou adressée par voie postale, le cachet de la poste faisant foi, à la direction générale de l'administration et de la fonction publique (bureau des concours), 32, rue de Babylone, 75700 Paris, au plus tard le 28 mai 1990, délai de rigueur.

Tout dossier déposé ou posté hors délai ne pourra être pris en considération.

Un arrêté ultérieur fixera le nombre et la répartition des places offertes pour chaque concours entre les différents services et administrations centrales.

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES**SERVICE DES DOUANES****COURS DES CHANGES**pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 5 avril au 18 avril 1990 inclus)

PAYS	DEVICES	Cours en francs Pacifique
Allemagne fédérale.....	1 deutsche Mark	61,13
Australie.....	1 dollar	78,59
Autriche.....	1 schilling	8,69
Belgique.....	1 franc belge	2,95
Canada.....	1 dollar canadien	88,84
Danemark.....	1 couronne danoise	16
Espagne.....	1 peseta	0,95
Etats-Unis d'Amérique....	1 dollar US	103,98
Fidji.....	1 dollar	67,59
Grande-Bretagne.....	1 livre sterling	169,16
Hong Kong.....	1 dollar	13,32
Italie.....	100 lires	8,30
Japon.....	100 yens	65,19
Norvège.....	1 couronne norvég.	15,77
Nouvelle-Zélande.....	1 dollar	60,31
Pays-Bas.....	1 florin	54,23
Portugal.....	1 escudo	0,69
Singapour.....	1 dollar	55,14
Suède.....	1 couronne suédoise	16,91
Suisse.....	1 franc suisse	69,16

SERVICE DES DOMAINES ET DE L'ENREGISTREMENT**CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS**
N° 184 ENR

Il est donné avis de recherche des héritiers de :

- Mme Teroo Ieremia épouse Ellacott, décédée le 21 juillet 1976 à Bora Bora ;
- M. Tetoamavi a Taputea dit Toa, né le 27 juin 1906 à Maupiti ;
- M. Roau Tepea ;
- M. Tepea Tupua ;
- M. Teave Pahuta ou Pahoto ;
- M. Moeruru Patcamai ;
- M. Chin Kouï ou Tin Kui n° 1937 ;
- M. Shan Sfan Siu n° 1570,

lesquels sont invités à se faire connaître au service de l'enregistrement à Fare Ute.

Fait à Papeete, le 26 mars 1990.
L'adjoint au chef de service,
Th. CERAN-JERUSALEM.

ENQUETE PUBLIQUE

AVIS D'ENQUETE N° 1-90 AU.ISLV.CI

Conformément aux dispositions du code de l'aménagement de la Polynésie française, notamment son livre IV relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, sur une demande formulée par M. Pascal Valentin, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer et d'exploiter un atelier de constructions navales et métalliques dans le lot 6B sis à Uturacrae, dans la commune de Uturoa.

Une enquête publique est ouverte, à compter du 16 avril 1990 et jusqu'au 15 mai 1990.

L'installation comprendra :

- un poste de soudure à l'arc de 4 kW ;
- une meuleuse de 2 kW ;
- une perceuse à colonne de 2 kW ;
- un poste de soudure oxyacétylénique ;
- divers matériels portatifs (scie circulaire, perceuses, etc...).
- un stock de matière première (ferraille) d'environ 9 tonnes.

Mme Johanna Perez, contrôleur d'urbanisme à la subdivision du service de l'urbanisme du territoire aux îles Sous-le-Vent est désignée pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès d'elle où elle recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : subdivision du service de l'urbanisme du territoire aux îles Sous-le-Vent, B.P. 355 Uturoa, téléphone : 66.35.59.

Fait à Papeete, le 28 mars 1990.
Pour le ministre et par délégation :
Le délégué à l'environnement p.i.,
Laurent BORDE.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION SPORTIVE DES PIROGUIERS
DE TEAHUPOO

Anciennement dénommée

ASSOCIATION SPORTIVE DES PIROGUIERS
TAMARII-TEAHUPOO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président d'honneur	: LEONTIEFF Alexandre
Président	: VAN BASTOLAER Samuel
Vice-présidents	: VAN BASTOLAER Lucien FAATAU Albert
Secrétaire	: VAN BASTOLAER Marae
Secrétaire adjoint	: TANEMATEA Nelson
Trésorière	: PARKER Chantal
Trésorier adjoint	: UTIA Maumauarii
Membres	: TEUIRA Manarii PARKER Georges

UNION DES CANTINES SCOLAIRES
DE TAPUTAPUATEA

Extraits de statuts

L'association dite "UNION DES CANTINES SCOLAIRES DE TAPUTAPUATEA" a pour objet d'assurer la gestion des cantines scolaires de la commune.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est fixé à TAPUTAPUATEA, mairie de Avera. Elle est régie par les dispositions de la loi du 1er juillet 1901 et par le présent statut.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: HIRO Toni
1er vice-président	: TANETOA Terii
2e vice-président	: TEURAVEHE Teinauri
3e vice-président	: MOUTAME Thomas
4e vice-président	: TEIKIKAIINE Boniface
5e vice-président	: RONGOMATE Jules
Secrétaire	: CHONG HUE Pauline
Secrétaire adjoint	: TENIARAHU Ruben
Trésorier	: SOMMER Serge
Trésorier adjoint	: TAUAROA James
Assesseurs	: TARATI Haurai TEIHOTAATA Teihotaata TEINA Tetuanui TEFAAORA Opeti ATANI André TETUANUI Pierre NATUA Mani TAAROA Tamuera HUNTER épouse YUE KUONG Colette TERIITEMOEHA Benjamin NATUA Arthur

Récépissé n° 90-594 MUR/AA du 21 mars 1990.

ASSOCIATION TEMANUROA NO PAEA

Extraits de statuts

Il est formé, entre tous les adhérents aux présents statuts, une Association à but non lucratif régie par la loi du 1er juillet 1901 et les lois subséquentes.

L'Association prend la dénomination suivante :
TEMANUROA NO PAEA.

Elle a pour but :

- l'organisation, la représentation, la défense des intérêts, des propriétaires de terre TOMITE dans la commune de PAEA ;
- la recherche et l'unification de tous les propriétaires de terre TOMITE dans ladite commune de PAEA ;
- le soutien à toutes actions revendicatives des propriétaires MAOHI ;

- d'agir et d'œuvrer par tous les moyens appropriés pour la sauvegarde du patrimoine foncier MAOHI et la protection de l'environnement ;
- en règle plus générale, de prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des intérêts vitaux du Peuple MAOHI.

Le siège de l'Association est fixé à la Mairie de PAEA. Il pourra, à toute époque, être transféré en tout lieu par simple décision du Comité Directeur.

La durée de l'Association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: TIAIPOI Raihaamana TANÉPAU Evaruarere
Président	: SANDFORD Matahiarii Alexis
1er vice-président	: MAITUI Terai
2e vice-président	: BESSERT Tepoaitu
Secrétaire	: SANDFORD Marilyn
Secrétaire adjointe	: MAITUI Henriette
Trésorière	: CHEBRET Edith
Trésorier adjoint	: NAEA Tieni
Assesseurs	: TAPUTU Saloma ROINO Rono ROINO Tetai Mme AMARU MATEAU Taurea ROINO Fredo BESSERT Ariitiria

Récépissé n° 90-592 MUR/AA du 27 mars 1990.

SYNDICAT DES AGRICULTEURS "TE HOTU NO FAAONE"

Extraits de statuts

Le Syndicat dit "TE HOTU NO FAAONE", fondé le 14 mars 1990, régi par la loi du 1er juillet 1901, a pour objet de :

- Promouvoir l'agriculture ;
- Défendre les intérêts des producteurs ;
- Encourager la consommation de la production locale ;
- Approvisionner, au meilleur coût, des produits (engrais, désherbants, pesticides, etc.) nécessaires aux adhérents ;
- Rechercher les débouchés pour les productions des adhérents ;
- Augmenter les revenus des adhérents de toutes les actions directes ou indirectes ;
- Faciliter l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la production ;
- Aider à la poursuite des progrès moraux et professionnels de ses membres ;
- Encourager, promouvoir, aider et participer à l'installation des jeunes dans l'agriculture ;
- Faire les études de projets et soutenir tous jeunes agriculteurs dans leurs engagements.

Son siège social est fixé à la mairie de Faône.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: KELLY Georges VAITU Ernest BORDES Nicolas FAATOMO Teataura
Président	: TIAPARI Toby
Vice-président	: LUCAS Eddy
Secrétaire	: TARANO Tetuanui
Secrétaire adjoint	: TERAIMANA Lucien
Trésorier	: AMARU Tihoni
Trésorier adjoint	: MAIAI Théophile
Assesseurs	: LANGLOIS Teachaa CHAPMAN Ariitahi

Récépissé n° 90-606 MUR/AA du 27 mars 1990.

"ASSOCIATION DES JEUNES AGRICULTEURS UFAU" MOOREA

Extraits de statuts

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : ASSOCIATION DES JEUNES AGRICULTEURS "UFAU" de MOOREA-HAAPITI.

Cette Association a pour buts :

- Lutter contre la concurrence des produits d'importation ;
- Encourager la consommation de la production locale ;
- Aider les autorités responsables à prendre des mesures de protection phytosanitaire du patrimoine agricole ;
- Adapter les productions aux exigences du marché ;
- Faciliter l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- Aider à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège est fixé à HAAPITI-MOOREA chez TARAHU Dany.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: ARIITAATA Raihoa
Président	: TARAHU Dany
1er vice-président	: TEURURAI Fernand
2e vice-président	: TAMA Edmond
Secrétaire général	: STERGIOS Maurice
Secrétaire adjoint	: WHITE Alain
Trésorier général	: MAHEI Nicolas
Trésorier adjoint	: HAUATA Jean
Assesseurs	: HAUARIKI Michel TAUARO A Tiihio

Récépissé n° 90-456 MUR/AA du 8 mars 1990.

ASSOCIATION "TAMATTA"

Extraits de statuts

Les présents statuts, adoptés par le bureau constitutif du Parti politique TAMATTA le 25 janvier 1990 à Papeete, constituent la charte du parti.

Celui-ci est fondé sur les idéaux de liberté, de tolérance, de justice, et de solidarité, ainsi que sur les principes généraux de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et les objectifs définis dans le programme du Parti.

Il est formé entre les adhérents aux présents statuts une association politique dénommée : TAMATTA.

Son siège social est fixé à Papeete, immeuble Bruat B.P. 1220. Il peut être transféré en tout autre lieu sur décision du bureau directeur.

Ce parti est régi par la loi du 1er juillet 1901 ainsi que par les présents statuts et par son règlement intérieur.

Son activité s'étend à toute la Polynésie française.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	BARRIER Noël Albert
Vice-président	:	BODIN Gilles Michel
Secrétaire général	:	LANGLOIS Paul François
Secrétaire générale adjointe	:	VONGY Josiane Myrtille
Trésorier général	:	DE BALMANN André Faroné
Trésorière générale adjointe	:	MARCHAL Léna Emeline

Récépissé n° 90-593 MUR/AA du 30 mars 1990.

RESULTATS DU TRAGE DE LA TOMBOLA DE
L'ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE SAINTE-THERESE.
(Tirée le 31 mars 1990)

1er lot	46.475	1 voiture Ford Fiesta C. Festival avec taxe comprise
2e lot	32.237	2 passages Papeete/Santiago/Papeete offerts par Lan Chile
3e lot	42.784	1 bijou d'une valeur de 100.000 FCP offert par la Bijouterie Fouchard
4e lot	29.834	1 tableau offert par François Teriitehau
5e lot	31.420	1 mixer multi-fonctions Kitchen Aid offert par Electro Tahiti
6e lot	38.124	2 passages Papeete/Rangiroa/Papeete offerts par Air Tahiti
7e lot	39.503	2 passages Papeete/Bora Bora/Papeete offerts par Air Tahiti
8e lot	35.279	2 passages Papeete/Raiatea/Papeete offerts par Air Tahiti
9e lot	11.160	2 passages Papeete/Huahine/Papeete offerts par Air Tahiti
10e lot	22.739	1 bon d'achat de 20.000 F offert par le magasin Materna

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII FAREARA

Extraits de statuts

L'association dite TAMARII FAREARA, fondée le 1er mars 1990 a pour objet de réunir des amis dans un but amical, culturel et sportif.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est fixé à Fare-Huahine, B.P. 11.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	:	AH MIN Tooa TEMAURI Ioane MANUTAHU Paiotini
Président	:	LEMAIRE Nils
Vice-président	:	AH MIN Pierre
Secrétaire	:	ITCHNER Jacqueline
Secrétaire adjoint	:	AFO Gilbert
Trésorier	:	ITCHNER Stéphen
Trésorier adjoint	:	LEMAIRE Casimir

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Président	:	TEMAIANA Firmin
Membres	:	MANUTAHU Jean TAPAO Igor TAVAEARII Pascal OOPA Matahi VARO Philippe TAEREA Moeata OOPA Reine TEFAATAUMARAMA Ruta COLOMBANI Edwige OOPA Annick MANUTAHU Ingrid

Récépissé n° 90-570 MUR/AA du 20 mars 1990.

ASSOCIATION "L'OASIS"

Anciennement dénommée
ASSOCIATION ARA

Modification des statuts

L'Association, ci-après définie, est constituée et régie selon la loi du 1er juillet 1901, loi française en vigueur dans le territoire de la Polynésie française.

L'Association ARA, fondée le 5 mai 1980 à Papeete et en sommeil depuis le 9 mars 1985, est désormais appelée Association "L'OASIS". Elle a pour objet l'écoute, la compréhension et l'aide nécessaire à toute personne désirant surmonter des épreuves d'ordre psychologique, émotionnel et spirituel.

La durée de l'Association est illimitée, sauf dissolution.

Le siège social de l'Association est fixé à TAHITI, commune de PAPARA, P.K. 37,500, côté montagne.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	: GAUTHIER Marie-France
Secrétaire	: SALMON Marie-France
Trésorière	: JARDONNET Awlina
Assesseurs	: TEPAVA Germaine GAUTHIER Marcel

**ASSOCIATION ARTISANALE
"TE MATA O TE VAHINE RAUTINI"**
RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	: TETAUIRA Marcia
Vice-présidente	: TETOEA Claire
Secrétaire	: RICHMOND Lydia
Secrétaire adjointe	: HEUEA Vanina
Trésorière	: HEUEA Eritapeta
Trésorière adjointe	: SCHUMER Haamana
Assesseurs	: HEUEA Jacky HEUEA Rodrigue FAATEA Daniel VANAA Herako

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE MATAIREA
PAPEARI**
RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	: TERIITAHU Véronique
Vice-présidente	: TERIITAHU Mira
Secrétaire	: FERRAND Fred
Secrétaire adjoint	: TUIHO Gilles
Trésorière	: BENNETT Sidonie
Trésorière adjointe	: AH MIN Angèle

**ASSOCIATION DES COPROPRIETAIRES
DU LOTISSEMENT "RESIDENCE JAY"**
RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: LHOMOND Henri
Vice-président	: GALENON Edgar
Secrétaire	: SINE Diana
Trésorier	: BENNETT Frédéric
Membre	: JAY Henri

ASSOCIATION SPORTIVE EXCELSIOR**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Président	: TEHAAMOANA Paul
1er vice-président	: YAN André
2e vice-président	: ALVES Antonio
3e vice-président	: SANQUER Emmanuel
Secrétaire générale	: TEHAAMOANA Elisabeth
Secrétaire adjointe	: TEHAAMOANA Christiane
Trésorier général	: REY Raymond
Trésorier adjoint	: LE FOC Yves

ASSOCIATION "TAATIRAA AUTI"**Extraits de statuts**

L'Association AUTI, fondée le 14 février 1990, a pour objet d'aider la femme dans ses problèmes familiaux et professionnels et de lui faire prendre conscience de ses possibilités tant au niveau social qu'économique.

Sa durée est indéterminée.

Son siège social est fixé à HAAPITI.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: MARE Marciura
Président	: TAHA Terai
Présidente adjointe	: TAHA Hélène
Secrétaire	: PIHAATAE Florence
Secrétaire adjointe	: TAHA Elisabeth
Trésorière	: HEIMANU Marie
Trésorière adjointe	: MAHE Paulette
Assesseurs	: LOWRY Angéline TAPOTOFARERANI M.-Thérèse HARETAHI Hélène MATOHI Henriette

Récépissé n° 90-455 MUR/AA du 8 mars 1990.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
(liste non limitative)

**CONVENTION COLLECTIVE
DES AGENTS NON FONCTIONNAIRES
DE L'ADMINISTRATION DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Réédition 1989

Prix : 550 francs

AFFICHE "Accident du travail"

Prix : 18 francs

AFFICHE "Défense de consommer"

Prix : 144 francs

AFFICHE "Loi sur l'ivresse"

Prix : 180 francs

BUDGET DU TERRITOIRE — Année 1990

Prix : 2.265 francs

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS
DES DELEGUES DU PERSONNEL**

Prix : 60 francs